

**Zeitschrift:** Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire  
**Herausgeber:** [s.n.]  
**Band:** 13 (2006)  
**Heft:** 1

**Rubrik:** Besprechungen = Comptes rendus

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 03.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

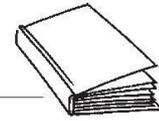
### PAUL RIDDER WOHLTÄTIGE HERRSCHAFT: PHILANTHROPIE UND LEGITIMATION IN DER GESCHICHTE DES SOZIALSTAATS

GREVEN, VERLAG FÜR GESUNDHEITSWISSENSCHAFTEN,  
2002, 343 P. € 32.–

Auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire sociale et la sociologie de la médecine, le sociologue allemand Paul Ridder a poursuivi dans *La bienfaisance du pouvoir: philanthropie et légitimation dans l'histoire de l'Etat social* (2002) un projet ambitieux: faire une histoire des usages sociaux de la philanthropie depuis les Grecs jusqu'à l'époque moderne. La succession des chapitres, qui épouse la chronologie (monde grec, monde byzantin, monde arabe, Moyen Age, Lumières, Europe moderne), repose sur un présupposé qui n'est pas expressément formulé par l'auteur mais ressort de la structure de son livre: l'idée que la Grèce a été au fondement de l'histoire d'une civilisation dont l'unité et la continuité reposeraient sur la référence permanente à un système de pensée (le corpus des auteurs grecs) sans cesse redécouvert et réinterprété par la suite. Cette civilisation ne se confond pas, dans l'optique de Paul Ridder, avec celle de l'Europe occidentale, mais fait une large place à l'Europe orientale et s'étend jusqu'à la Perse et au seuil de l'Inde (avec l'académie de médecine de Gondishapur, fondée au 5e siècle ap. J. C. par la secte chrétienne des Nestoriens), puis jusqu'au monde arabe (averroïsme), dans la mesure où ces régions ont pu être, à certaines époques, les lieux «d'exil» d'une tradition savante grecque provisoirement «refoulée» en Europe occidentale.

Cette étude ressortit donc à une méthodologie de «l'histoire culturelle», fondée sur le principe selon lequel l'histoire d'un phénomène social tel que la philanthropie ne saurait être appréhendée qu'en lien avec une histoire des systèmes de pensée; pour chaque époque, l'auteur brosse ainsi une synthèse des doctrines les plus marquantes et de leurs implications sur les théories de la société et de l'Etat.

Paul Ridder ne précise pas si son choix de limiter cette «histoire de l'Etat social» à une unique civilisation, à l'exclusion de toutes les autres, revient ou non à considérer la notion d'«Etat social» comme fondamentalement enracinée dans le monde de pensée issu des Grecs. Il n'explicite pas davantage la manière dont s'opère selon lui l'articulation entre ces systèmes de pensée (savants) et le fonctionnement des sphères de pouvoir (politique, religieux, économique...) qui ont été les porteurs des institutions philanthropiques: le plan des chapitres, qui juxtapose les considérations relatives aux premiers et au second, suggère l'existence d'une continuité entre les représentations savantes et les pratiques philanthropiques mises en œuvre par les différents pouvoirs aux différentes époques. Cette thèse semble de la même façon inspirer une des options méthodologiques de l'ouvrage, l'attention systématiquement portée à l'histoire des manuels de préparations pharmaceutiques (*Thesauri pauperum*, dans la tradition de Galien). Ceux-ci peuvent justement être vus comme un point de jonction entre les découvertes savantes et l'espace de pratiques «cliniques» qui ne sont pas seulement des «applications» des précédentes, mais le terrain d'expérimentations susceptibles d'infléchir en retour les modes



d'appréhension des questions médicales et sociales.

Dans une introduction portant en exergue une phrase de Nietzsche («La morale ne dispose pas seulement de toutes sortes d'instruments de terreur, [...] elle sait aussi enthousiasmer» [*Aurore*]), l'auteur définit ce qu'il perçoit comme une constante de l'action philanthropique à travers l'histoire, à savoir sa fonction de «légitimation d'une position sociale». L'analyse de la philanthropie peut ainsi servir, selon lui, à «éclairer les modes de construction de l'autorité» dans une «histoire culturelle des pratiques de légitimation quotidiennes». Elle ne permet pas seulement de porter au jour les formes d'imposition et d'accréditation des nouveaux pouvoirs, non encore établis, mais aussi – et sans doute est-ce là l'hypothèse qu'on peut retenir de ce livre, concernant l'articulation entre les «systèmes de pensée» savants et les formes de domination sociale- d'étudier un exemple de pratiques contribuant à «ancrer», au quotidien, les «structures de savoir de l'ordre légitime». Ainsi, toutes les formes de la *commemoratio*, la célébration de la mémoire des donateurs, mécènes et philanthropes, qui induisent la répétition de prières, sermons, éloges, «miroirs», poèmes de commande ou encore la reproduction d'œuvres d'art et de monuments, dans une réinvention perpétuelle des modèles rhétoriques (*ars memorativa*) et artistiques de l'Antiquité, produisent, comme le note Paul Ridder, des «associations obligées» dans la «conscience» des dominés.

Cette histoire de la philanthropie vise à retracer le développement d'une tendance que l'auteur décrit selon un schéma presque évolutionniste: le passage d'une philanthropie «personnelle», qui «oblige» le «client» et l'enserme dans des relations de dépendance et de contre-don (évergétisme antique) à une philanthropie «impersonnelle», progressivement anonymisée,

dans laquelle l'offre de bienfaisance est dissociée de toute contrepartie personnelle directe, et finalement médiatisée par un corps professionnel spécialisé, en constante expansion à l'époque moderne (les «experts»).

Une des traditions grecques les plus décisives pour l'histoire de la philanthropie, mais aussi de la médecine, fut, Paul Ridder insiste beaucoup sur ce point, la tradition pythagoricienne des nombres et des proportions. C'est sa persistance dans l'empire byzantin, dans une réinterprétation chrétienne, qui explique par exemple le rôle du chiffre 6 dans les choix de recrutement du personnel des hôpitaux, les modes de rétribution de ce dernier ou encore les principes de distribution d'aliments, d'aumônes et de médicaments; le chiffre 4, chiffre pythagorien par excellence, survécut quant à lui dans le modèle architectural longtemps en vigueur dans le plan des hôpitaux, un carré regroupant les lits en croix autour d'un foyer central. La longue perpétuation d'un héritage tel que celui de la symbolique des nombres pythagoricienne n'implique cependant pas que des innovations décisives ne soient pas intervenues dans la postérité du monde grec; l'une des principales résida dans la redéfinition chrétienne de la philanthropie comme service de Dieu et du «prochain» (les «œuvres», promettant une récompense dans l'au-delà). La notion de «prochain», qui élargit le champ des pratiques de bienfaisance au-delà des frontières de communauté, de classe, d'origine et même de confession, contribua fortement, selon Paul Ridder, à l'efficacité de la propagande chrétienne et à son accession finale au statut de religion d'Etat (391 ap. J. C.). Après le concile de Nicée (325), la multiplication des «xénodochies» (hospices de pauvres et de malades) fut favorisée à la fois par la place importante accordée à la figure du «Christ médecin» dans la patristique, par les exemptions d'impôt consenties aux

donateurs et par les nouveaux objectifs d'influence politique développés par les évêques. C'est de cette période que l'on peut dater, selon l'auteur, les débuts de l'histoire de l'hôpital pour les pauvres (Césarée, 370), même si les premières formes de séparation entre pauvres et malades et de «spécialisation» médicale n'apparaissent qu'à partir du 6<sup>e</sup> siècle (lorsqu'on commence à regrouper ceux qui sont atteints de maladies infectieuses dans un *nosokoméion*). La valorisation religieuse du pauvre comme «image de Dieu» (*domini nostri pauperes*, «Les pauvres sont nos maîtres»), si elle encouragea une dynamique propre de la philanthropie, rencontra cependant sa limite, selon l'auteur, en entraînant une inflation «excessive» des classes «improductives» des moines et des pauvres.

C'est ainsi que commença à être formulée, avant même que la Réforme ne discrédite théologiquement les «œuvres» (au profit de la «seule foi»), la critique de l'universalisme philanthropique chrétien, et l'exigence nouvelle d'une sélection entre «bons» et «mauvais pauvres».

La période de l'humanisme fut marquée par un mouvement de sécularisation des «œuvres de bienfaisance» porté par une bourgeoisie urbaine en quête de légitimation de ses nouveaux profits économiques: la communalisation des institutions philanthropiques, la laïcisation de leur personnel, la sélection de leurs bénéficiaires inspirée par un ethos du travail «productif» et la professionnalisation de la médecine allèrent alors de pair. Cette tendance forte se confirma au cours des siècles suivants, avec une centralisation étatique de la politique sociale, une standardisation des aides, et la naissance d'une «hygiène» rationalisée et des «politiques de santé publiques», assorties du développement d'une bureaucratie spécialisée.

On peut s'étonner de voir l'auteur

historique par une actualisation politique sauvage, qui le porte à dérapier vers une dénonciation des politiques sociales de la RFA d'aujourd'hui, du «parasitisme» fonctionnarial, comparé à celui du monachisme «improductif», et à prédire, sur le modèle de la chute des empires anciens, la décadence d'un «Etat social» «gangréné» par «l'expertocratie».

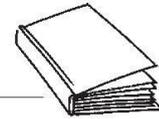
*Isabelle Kalinowski, Paris*

**LAWRENCE J. FRIEDMAN,  
MARK D. MCGARVIE (ED.)  
CHARITY, PHILANTHROPY,  
AND CIVILITY IN AMERICAN  
HISTORY**

NEW YORK: CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2003,  
467 P. \$ 40.-

La philanthropie occupe une place particulièrement importante dans la société américaine. La «Melinda and Bill Gates Foundation», dotée de 28,8 milliards de dollars, en constitue l'exemple le plus récent. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. Alexis de Tocqueville, lors de son voyage à travers les Etats-Unis en 1831, fut ainsi frappé par le nombre extrêmement élevé d'associations de charité. Or, rares sont les études retraçant l'histoire de la philanthropie aux Etats-Unis. L'ouvrage édité par L. J. Friedman et M. D. McGarvie, qui regroupe 18 contributions, vient combler cette lacune, en proposant une synthèse remarquable, quoiqu'inégale, de l'évolution des pratiques et institutions philanthropiques sur le continent américain.

Le livre est divisé en trois grandes périodes chronologiques. La première (1601–1861) voit le passage progressif d'une charité individuelle à une philanthropie institutionnalisée avec la création d'organisations caritatives formelles au niveau national, en particulier des associations



de volontaires dès le début du 19<sup>e</sup> siècle. La deuxième période (1861–1930) est marquée par la professionnalisation croissante de ces institutions philanthropiques et la mise en place des premières grandes fondations. Les années 1930–2001 constituent la dernière période, caractérisée par le rôle croissant de l'Etat dans les affaires sociales de la crise des années 1930 jusqu'aux années 1970, puis, à partir du gouvernement Reagan, par la restriction des dépenses sociales et la promotion de l'assistance privée. La philanthropie américaine se modifie ainsi considérablement entre le 18<sup>e</sup> et le 21<sup>e</sup> siècles. Toutefois, cette mutation ne découle pas uniquement de l'introduction de nouvelles institutions, mais résulte également de la réaffirmation d'anciennes traditions ou pratiques, comme le montre l'érosion, ces dernières années, de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, érosion attestée par le soutien croissant et sans précédent de l'administration Bush aux organisations philanthropiques religieuses. Derrière cette chronologie qui met l'accent sur les ruptures, se dessinent également des continuités. L'émergence de la philanthropie organisée ne met pas fin à la charité individuelle qui persiste jusqu'à nos jours. De même, durant la Grande Dépression des années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale, les grandes fortunes américaines maintiennent les modalités de bienfaisance établies durant les années 1920 et caractérisées par la mise en place de nouveaux standards pour la santé et l'éducation.

Au-delà de ce découpage chronologique, ce livre est articulé autour d'un certain nombre de thèmes qui lui donnent une grande cohérence. Il convient à ce propos de relever que les contributions font souvent explicitement référence les unes aux autres, renforçant encore un peu plus l'homogénéité de ce livre. Dans son excellente introduction, L. J. Friedman distingue les principales thématiques de l'ouvrage.

Premièrement, la charité et la philanthropie sont souvent le fait de personnes qui veulent imposer ou faire partager leur vision de la «bonne société». Or, les différents chapitres rassemblés dans ce volume montrent que ces visions sont très diverses et même parfois antagonistes. Contrairement à l'étude classique de R. H. Bremner (*American Philanthropy*, Chicago 1960, 1988), ils ne prennent pas uniquement en considération les élites blanches protestantes, mais traitent également de la philanthropie des groupes exclus de la sphère publique ou minoritaires (femmes, Juifs, catholiques, Afro-Américains, Indiens). Dans cette perspective, les activités de charité favorisent souvent la création d'une identité collective chez celles et ceux qui y prennent part.

Deuxième thème abordé: la philanthropie crée du lien social entre donateurs et bénéficiaires. La relation n'est toutefois pas univoque, ne se limite pas à l'imposition d'un contrôle social, mais implique une réciprocité. Troisièmement, la philanthropie, comme forme d'action civique, redéfinit les concepts de genre. Un certain nombre de contributions soulignent que ces activités ne sont pas monopolisées par les hommes et que les sociétés philanthropiques ont permis aux femmes de se forger une culture politique distincte.

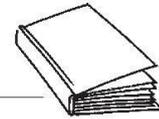
La bienfaisance américaine, et c'est là le quatrième thème, ne peut être saisie que dans sa dimension internationale. D'une part, les valeurs, les idées, les pratiques philanthropiques circulent de part et d'autre de l'océan Atlantique, l'Europe influençant l'Amérique et vice versa. C'est la raison pour laquelle le chapitre conclusif de W. B. Cohen, qui retrace quatre siècles d'histoire de la charité en Europe, est fort utile car il permet de mettre en évidence certaines spécificités du Vieux-Continent et du Nouveau Monde, mais aussi les caractéristiques communes du fait philanthropique sur les deux continents.

D'autre part, les valeurs véhiculées par les milieux réformateurs pour modifier la société américaine se retrouvent dans les activités menées à l'étranger par ces associations, que ce soit les missions religieuses au 19<sup>e</sup> siècle ou les grandes fondations (Rockefeller, Carnegie, Ford) dans les pays du Tiers-Monde après 1945.

Enfin, il y a un thème transversal à l'ensemble des contributions: les relations, fluctuantes au cours du temps, entre l'administration publique, la charité privée et les associations de volontaires (*voluntary agency* qui regroupe entre autres les organisations non gouvernementales), ainsi que le rôle du droit dans la délimitation de ces relations. La majorité des articles montrent en effet la porosité des frontières entre l'aide sociale publique et la philanthropie privée, ces deux sphères n'étant pas exclusives l'une de l'autre. Ce faisant, ce livre a des implications politiques certaines. Dans un climat idéologique qui depuis plus de 20 ans dénonce les carences de l'Etat-providence et souligne les bienfaits de l'assistance privée – Marvin Olasky, l'un des porte-parole du président Georges W. Bush en matière de philanthropie, se réfère à la «tragédie de la compassion américaine» enracinée dans une dépendance excessive envers les dépenses et les services sociaux gouvernementaux et prône une réduction des programmes fédéraux – ce livre s'inscrit en faux contre ce discours et ces politiques. L'histoire montre que la philanthropie ne peut, ne doit pas se substituer à l'Etat pour résoudre les problèmes sociaux, le New Deal et les grands programmes d'assistance fédéraux ayant beaucoup plus contribué à faire diminuer la pauvreté et autres inégalités sociales que les politiques récentes qui recourent de plus en plus aux organisations privées. Dans son introduction L. J. Friedman ne cache d'ailleurs pas la portée politique de cet ouvrage: "We feel that government policy and appropriation, with its enormous complexities, has

always been a significant factor in addressing social problems – with or without private cooperation. [...] those who study philanthropy and work in nonprofit organizations need to become much more hard-nosed in their historical perspectives and more dismissive of quick slogans about the inappropriateness of the state for social services." (19 s.)

Cet ouvrage présente cependant certaines lacunes. Formelles tout d'abord. Un appareil critique plus élaboré que celui proposé – une sélection de sources et des suggestions pour des lectures supplémentaires pour chaque chapitre – aurait été très utile. Thématiques ensuite. On peut regretter qu'aucun chapitre ne soit explicitement consacré aux Asiatiques, Hispaniques ou aux Musulmans. De même, le livre a tendance à se focaliser sur le Nord-Est des Etats-Unis, négligeant les autres régions du pays, où des formes très intéressantes de philanthropie sont apparues. (Cf. dans ce même numéro le compte rendu du livre de M. Abélès, *Les nouveaux riches. Un ethnologue dans la Silicon Valley*, Paris 2002.) Toutefois, ces critiques ne doivent pas occulter la très grande qualité de ce recueil qui constitue un ouvrage de référence sur l'histoire de la philanthropie, et pas seulement américaine. Je ne peux en effet que recommander la lecture de ce livre à tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à cette problématique. Les thèmes abordés dans cet ouvrage (le rôle des fondations, les liens entre les missions internes et externes, l'impact de la philanthropie sur le développement de l'Etat-social, le rôle des femmes dans les activités de bienfaisance, etc.) ne se limitent de loin pas au continent américain et pourraient faire l'objet de recherches similaires pour d'autres pays. Je pense en particulier à la Suisse qui présente certaines caractéristiques communes avec les Etats-Unis (fédéralisme ou importance du fait associatif pour



ne citer que les plus significatives). J'ose espérer que ce livre suscitera de nouvelles études sur la philanthropie helvétique.

*Thomas David (Lausanne)*

**THOMAS ADAM (ED)  
PHILANTHROPY, PATRONAGE,  
AND CIVIL SOCIETY: EXPERIENCES  
FROM GREAT BRITAIN, GERMANY,  
AND NORTH AMERICA**

SERIES PHILANTHROPIC AND NONPROFIT STUDIES,  
BLOOMINGTON, INDIANA UNIVERSITY PRESS 2004,  
228 P., \$ 37.95

The editor of and contributor to this volume, Thomas Adam, rightly claims that, to date, in spite of the extensive research that has already been carried out on German 19<sup>th</sup> bourgeoisie (“Bürgertum”), the role of philanthropy in the process of this group’s ascent has never been thoroughly acknowledged and investigated. Though this has been done to some extent on the British and quite extensively on the US social elite, there is an even greater lack in comparative approaches that include both the Old and the New World. In providing a first survey of this kind, the contributors to this volume are challenging a number of stereotypes hitherto rarely put into question. On one hand, it has mostly been taken for granted that Germany, on its “Sonderweg” that separated it from other Western countries, industrialised and modernised without democratisation, along with a traditionally authoritarian state and a severe lack of civil values. On the other hand, the United States, having grown out of a revolutionary event, is usually considered a nation that is very egalitarian in social relations and democratic in politics. To date, the civil virtue of philanthropy has even “been widely seen as an American invention”. Yet the case studies gathered here demonstrate that, at least until the turn

of the 20th century, philanthropic projects launched by members of German urban and rural elites were studied by American and British philanthropists, and vice versa. The discussion, adoption and adaptation of models originating from the far side of the Channel or the Atlantic, and their impact on the development of a modern civil society, testify to what extent the sea was “less a barrier than [...] a connecting lifeline”, as Daniel Rodgers has already pointed out in his book *Atlantic Crossings* (1998). Instead of repeating themes on each nation’s distinctiveness and uniqueness, this book emphasises the shared common values and attitudes within a “transatlantic bourgeois culture”. (2 f.) It is structured in three parts: “Philanthropy in the Transatlantic World”, “Between Market and State: Philanthropy and Social Elites”, and “Jewish Philanthropy and Embourgeoisement”.

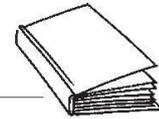
In Part One, Thomas Adam’s essay deals with the surveys that US and Canadian 19th-century philanthropists carried out on German and British social housing projects, demonstrating that philanthropy in fact was a European invention. Karsten Borgmann, in turn, claims that in the field of art museum philanthropy, US institutions enjoyed far more private initiative and independence from municipal or state interference. Yet this also protected German museums from the personal whims of wealthy sponsors. In showing to what extent 19th-century financial and agricultural co-operatives on both sides of the Atlantic had initially been conceived and popularised among the working class by well-off citizens, Brett Fairbairn points out how intermingled the theoretically separate concepts of co-operative and philanthropy actually are. David Hammack examined the assumptions about the US elite’s exertion of influence and power through their domination of philanthropy, educational in particular, only to conclude that even in the

20th century, US philanthropic institutions are increasingly relying on subsidies from the public sector, that they are regulated and controlled by the governments, and that diversion and fluctuation within the elite avert a consistent control of large non-profit institutions by a few donors.

Part Two examines the border lines that separate the public sector, voluntary engagement, and the free market, and how these sectors interacted, competed or co-operated in the fields of scientific research, cultural sponsorship, and social housing. In their account on the 1887 creation of the “Physikalisch-Technische Reichsanstalt” (Imperial Institute for Physics and Technology) and the subsequent development of the prestigious research and research funding institution “Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft”, Eckhardt Fuchs and Dieter Hoffmann highlight the role of the industrialists Werner von Siemens and Leopold Koppel as initiators and major sponsors, and they trace a related academic exchange relationship with the Rockefeller and Carnegie research institutions that lasted until 1938. What a “Serious Matter” of the “True Joy” of music can be has been investigated by Margaret E. Menninger, in her long view (1780s–1930s) of the established urban elite of Leipzig, and their prestigious semi-private “Gewandhaus Orchester”. The essay illustrates how the burghers used the orchestra for their self-representation, and how they excluded social climbers and the lower and middle classes from a prestigious sector of cultural and social life. Susannah Morris faces the problem of the definition of philanthropy, both in the past and in its current use in economic and historical research. Her model, built on the example of British social housing, recognises the public, the market and the voluntary sector. For the actors, it considers their goals, their input of money and other means, the output, and their relationship with the markets and the

public sectors, thus providing a clear-cut grid of parameters that allows for comparison across a wider timeframe.

Part Three starts with Maria B. Baader’s study on Jewish women’s philanthropy, which proves that previous assumptions about the exclusion of women from the public sphere are wrong, at least in the case of the Jews, who seem to have been far more active than their Christian counterparts, certainly since the 1760s. Like Fairbairn (and contrary to the approach adopted by Th. Adam and the below mentioned author Simone Lässig), Baader underlines that philanthropy is no privilege of the rich, but – for example through mutual aid – a social practice including all strata of society. Tobias Brinkmann illustrates how in Germany, characterised by a homogeneous “dominant ‘majority society’” (non-existent in the US), Jewish philanthropy tended to become a stumbling block to full integration, whereas in the more open and heterogeneous US society, philanthropy contributed to integrate Jewish communities – to the point that the Jewish Hospital in Chicago not only welcomed non-Jewish patients, to be treated by a mostly non-Jewish staff, but did not even offer kosher food. Simone Lässig’s lucid essay reminds us that German Jewish philanthropists, too, and their actions, deserve to be considered as bourgeois German, in the first place. In doing so, she demonstrates to what extent only substantial philanthropic engagement (and the “cultural and social authority” attributed to it) could buy the bourgeois the prestige that “quickly earned money” simply could not do. Just as Thomas Adam is convinced that “philanthropy has always to do with power and the shaping of the future of society”, Lässig, too, emphasises the uses of charity and patronage in the constant struggle of the elite with Leftist approaches to industrialisation and urbanisation, and as a means to draw social distinctions even



among the elite, (29, 203) for example between the established bourgeoisie and the *nouveaux riches*.

All the contributors succeed in linking methodological and terminological considerations and reasoning with concrete stories of individuals, institutions and ideas which made their way across the oceans, like Friedrich W. Raiffeisen's model of agricultural-financial co-operations, first conceived in the impoverished 19th-century Westerwald, a rural area southwest of Cologne, then disseminated in India by British civil servants, and there adopted in 1907 by the Boston businessman Edward A. Filene, who, finally, participated in the creation of the US credit union movement. (63, 68) The collection offers a range of definitions of "philanthropy" and "patronage", which enriches our own understanding. A particularly valuable achievement is the inclusion of smaller places like Dresden and Leipzig, or the rural American Midwest, whereas most of the existing studies focus on larger cities like London, Frankfurt and Hamburg, or the big cities on the American East Coast.

The book's introduction does not make explicit why one part is specifically focusing on "Jewish Philanthropy". The contributions, though, agree that Jewish engagement was remarkably strong. By the sheer number of their institutions alone (many of them targeting a clientele beyond their ethnic/religious community), Jews were clearly over-represented, relative to their portion of the overall population. Yet, as Simone Lässig shows, this may be explained rather by the overwhelming number of Jews within the new bourgeois elite (also stated by Fuchs & Hoffmann, 112 f.) than by a specific Jewish inclination to charitable engagement. (214 f.) In any case, the essays of Part Three certainly encourage a comparison with other faith-based approaches to philanthropy, of

which Hammack already gives vivid examples. (88–90) Useful preliminary considerations to such a wider approach have already been provided by: Olaf Blaschke and Abigail Green (Olaf Blaschke (ed.), *Konfession und Konflikt. Deutschland im zweiten konfessionellen Zeitalter*. Göttingen 2001; Abigail Green, «Rethinking Sir Moses Montefiore: Religion, Nationhood and International Philanthropy in the Nineteenth Century», *American Historical Review* 110/3 (2005), 631–657.

The essays of this book, including both theory and empirical research, will offer a stimulating read and open new perspectives to anyone working in this and in related fields.

*Klaus Weber (London)*

**ALICE O'CONNOR**  
**POVERTY KNOWLEDGE**  
**SOCIAL SCIENCE, SOCIAL POLICY,**  
**AND THE POOR IN TWENTIETH**  
**CENTURY U. S. HISTORY**

PRINCETON, PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 2001,  
373 P., \$ 50.–

La recherche scientifique sur la pauvreté contribue-t-elle à la réduction de la misère et des inégalités sociales? Quelles sont les relations entre sciences sociales, politique sociale et le pouvoir? Voici deux des questions auxquelles Alice O'Connor tente de répondre en suivant le parcours centenaire de la «connaissance de la pauvreté» (*poverty knowledge*) aux Etats-Unis, pays qui ne cesse de redécouvrir, de manière quasi cyclique, le paradoxe de la «pauvreté au sein de la prospérité».

Depuis les *social surveys* produites par des enquêteurs progressistes arpétant les quartiers ouvriers des grandes métropoles américaines, jusqu'aux polémiques de Charles Murray contre la «dépendance» produite par l'Etat social

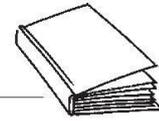
(*Losing Ground*, 1984), l'auteure passe en revue les classiques de l'écologie sociale produits par l'École de Chicago, les travaux de sociologues tels que W. E. B. Du Bois, Gunnar Myrdal, et William Julius Wilson, ainsi que les essais marquants de Michael Harrington (*The Other America*, 1962) ou Patrick Moynihan (*The Negro Family*, 1965). Alice O'Connor, qui a officié comme coordinatrice d'un projet de recherche sur la pauvreté urbaine pour la Ford Foundation avant de rejoindre le monde académique, souligne le désintérêt croissant de la recherche sur la pauvreté pour les racines structurelles de l'inégalité et de la misère dans les sociétés capitalistes. Cette déconnexion progressive avec l'économie politique nourrit une dérive vers des interprétations individualisantes et moralisantes qui fustigent les soit disantes pathologies et déviances des pauvres.

En parallèle à cette histoire sociale et intellectuelle des grands courants sociologiques, anthropologiques et ethnographiques ayant marqué la recherche américaine sur la pauvreté, O'Connor s'intéresse à l'institutionnalisation du *poverty knowledge* au sein des universités et de l'appareil d'Etat. L'auteure insiste en particulier sur le rôle des grandes fondations philanthropiques (Russell Sage, Rockefeller, Ford, Urban Institute). Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, ces organismes privés, acteurs clés des politiques de recherche étasuniennes, offrent un financement et un cadre institutionnel au *poverty knowledge*, et jouent un rôle clé dans la légitimation de ce savoir. Ce sont ainsi elles qui soutiennent les premières enquêtes sur la pauvreté urbaine, conduites en dehors des circuits universitaires.

Ce double mouvement de déconnexion et d'institutionnalisation a son prix. Empreintes d'idéaux réformistes, les grandes fondations philanthropiques fondées par des magnats de l'industrie rechignent à soutenir des recherches qui dévoilent les

contradictions de l'économie de marché. Les choix de recherche sont ainsi marqués par le désir de soulager la misère tout en assurant la pérennité du capitalisme. L'intégration du *poverty knowledge* dans des universités dont le financement dépend du soutien privé contribue également à faire de cette branche des sciences sociales une science aseptisée, peu à même de défendre celles et ceux dont elle espérait à l'origine améliorer la situation. Durant la dernière décennie du 20<sup>e</sup> siècle, l'influente industrie de la recherche sur la pauvreté (*poverty research industry*) est ainsi étroitement liée à la formation des politiques d'aide sociale, mais ne parvient ni à contrer le renouveau des interprétations paupéristes de la misère sociale, ni à empêcher des contre-réformes de l'aide sociale qui aggravent la misère des millions d'Américain(e)s.

O'Connor identifie trois moments clés pour comprendre cette évolution centenaire. La première partie de l'ouvrage se penche tout d'abord sur les origines de la recherche sur la question sociale durant l'Ere progressiste (1890–1910). Elle souligne le rôle pionnier des études engagées dans la production d'une science qui contribue à «dé-paupériser» la pauvreté. En combattant l'idée victorienne d'une fatalité de la misère sociale et en dévoilant les racines structurelles (chômage, bas salaires, etc.) de la misère produite par l'industrialisation, le *poverty knowledge* se donne alors pour but de favoriser l'assimilation des immigré·e·s pauvres dans la société américaine. Si cet objectif garde toute son importance durant le New Deal, période de crise profonde du capitalisme américain, O'Connor souligne la concentration croissante des recherches portant sur la pauvreté de la minorité afro-américaine. Confrontés à la grande migration des populations rurales du Sud vers des villes comme Chicago, Detroit ou New York, les chercheurs identifient la désin-



tégration de la famille afro-américaine comme un cadre social qui nourrit et reproduit la pauvreté. Ce «retard culturel» et les «pathologies de la pauvreté» induites par l'héritage de l'esclavage en viennent ainsi à concurrencer les interprétations basées sur l'économie politique.

C'est dans la deuxième partie de l'ouvrage, centrée sur la lutte contre la pauvreté durant les administrations Kennedy et Johnson, que les contradictions de ce tournant culturaliste deviennent flagrantes. Dans un contexte marqué par l'optimisme des années de croissance, la montée des approches behavioristes et des théories de la modernisation amène une marginalisation toujours plus grande du travail social et de l'investigation sur les conditions de travail (*industrial research*) qui étaient à la base des recherches sur la pauvreté durant la première moitié du siècle. Alors que l'évaluation de données multi-variées relègue au second plan les études plus qualitatives, la catégorisation des pauvres comme «population à part» – par opposition à une normalité de race blanche et de classe moyenne – renforce la stigmatisation des familles défavorisées «dysfonctionnelles», le plus souvent noires et monoparentales. Ce rétrécissement a pour conséquence un paradoxe ironique. La *poverty research*, fière de son objectivité et revendiquant sa neutralité politique, devient durant les années 1960 une véritable «science fédérale» dotée de généreux subsides et pilotant d'importants programmes liés à la *War on Poverty*. Pourtant, dans le même temps, la construction symbolique de la pauvreté comme un «monde à part» (Harrington) renforce les analyses fustigeant le «cercle vicieux» (Moynihan) de la «culture de la pauvreté» (Wilson) dans les ghettos. Ces concepts traduisent la frustration croissante des experts progressistes face à une pauvreté qui demeure obstinément étanche aux politiques de croissance keynésienne. Ils

sont toutefois immédiatement repris au vol par les milieux conservateurs, prompts à les utiliser pour dénoncer l'inefficacité des programmes d'aide sociale en faveur des minorités ethniques.

C'est dans une fin de siècle marquée par l'austérité permanente, la flexibilisation des conditions de travail et l'abandon de la lutte contre les inégalités sociales que les apories du *poverty knowledge* éclatent au grand jour. Empêtrée dans un large consensus «centriste» en faveur d'une refonte du *welfare*, la recherche sur la pauvreté subit tout d'abord de plein fouet la croisade conservatrice des présidences Reagan et Bush. Reprenant à leur compte des concepts issus de la *poverty research industry*, les discours néo-victoriens sur la «dépendance à l'aide sociale» (*welfare dependency*) et le nécessaire tri entre pauvres «méritants et «non méritants» (*deserving and underserving poor*) signalent ainsi la «re-paupérisation» du *poverty knowledge*. Après douze ans de traversée du désert, la présidence Clinton ne fait que précipiter la déroute du *poverty knowledge*. Contre l'avis quasi unanime de l'establishment de la *poverty research* qui avait naïvement porté tous ses espoirs dans un illusoire changement de trajectoire, c'est en effet un président démocrate, acquis à la *welfare reform*, qui proclame en 1996 «la fin de l'aide sociale» (*the end of welfare as we know it*) et son remplacement par la «mise au travail» (*workfare*) de ses bénéficiaires dans des emplois qui paient des salaires de misère.

Cette étude très riche illustre de manière magistrale l'impasse dans laquelle se retrouvent les sciences sociales qui délaissent un nécessaire regard critique sur la source des inégalités sociales pour se concentrer sur l'expertise technocratique. Des très arbitraires «seuils» de pauvreté aux *working poor* – terme savant et aseptisé pour désigner ce l'on n'ose plus nommer la *working class* – Alice O'Connor nous

rappelle ainsi que les définitions ne sont pas innocentes et peuvent avoir un impact direct, et des plus délétère, sur la vie concrète des oubliés de la prospérité.

*Matthieu Leimgruber (New York)*

**MARC ABELES  
LES NOUVEAUX RICHES  
UN ETHNOLOGUE  
DANS LA SILICON VALLEY**

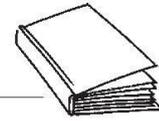
PARIS, ODILE JACOB, 2002, 278 P., € 22,50

L'ouvrage de Marc Abélès porte mal son titre. Plus que la formation d'une nouvelle élite économique, il a pour objet le développement de pratiques philanthropiques parmi les fraîches fortunes du secteur des nouvelles technologies en Californie. Produit d'un séjour de trois mois dans la Silicon Valley et autour du campus de Stanford, il est divisé en quatre chapitres. Le premier décrit les traits distinctifs de cette société de la Silicon Valley qui s'est formée à partir de l'essor spectaculaire de l'économie de l'informatique et de l'électronique, il esquisse son histoire, sa structure professionnelle et sociale, ses coutumes et habitudes de vie. L'ethnologue propose ensuite une brève histoire de l'activité philanthropique aux Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1990, en essayant de comprendre l'évolution des ressorts de ce qu'il appelle plus largement l'«ethos charitable» américain. (69) Les deux derniers chapitres sont consacrés aux pratiques et aux discours de ceux que la presse américaine appelle depuis 2000 les «nouveaux philanthropes», produits par la non moins «nouvelle» économie. Ils s'appuient sur un peu plus d'une dizaine d'exemples de structures philanthropiques fondées dans les 15 dernières années sur la côte Ouest des Etats-Unis. Avec l'ouvrage récent de Nicolas Guilhot, le livre de Abélès représente une des seules approches en

langue française de la philanthropie américaine la plus contemporaine.

Le rappel des étapes de la constitution, depuis la fin du 19e siècle, d'un champ philanthropique est entrepris afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle à la nouvelle richesse correspondrait une nouvelle forme de charité. Il permet de revenir sur le problème des motifs de l'action philanthropique. Abélès récuse les lectures psychologiques et les analyses exclusivement économiques – par l'intérêt à fuir la pression fiscale notamment – de la propension au don des Carnegie, Rockefeller, Ford, et autres grandes fortunes, nombreuses, du capitalisme américain. (113) Il fait droit à une lecture culturaliste du développement singulier de la philanthropie aux Etats-Unis – beaucoup plus massive et diffuse qu'en Europe pour toutes les pratiques de don, en incluant aussi toutes les formes de charité, bénévolat et volontariat (108) – celui-ci étant dû, selon lui, à l'ambivalence intrinsèque de l'argent possédé en grande quantité dans une société dominée par les valeurs religieuses puritaines. (111 s.) Une autre continuité résiderait dans le désir des philanthropes d'éviter la confrontation sociale, la «hantise du conflit social violent» (73) avec les plus démunis ou exploités. On sait que le tournant de Carnegie ou de Rockefeller vers la philanthropie s'origine dans des grèves réprimées dans le sang et dans la crainte de la révolte. Le point de vue philanthropique américain est ainsi essentiellement réformateur et «mélioriste», il passe souvent par une représentation fonctionnaliste du monde social. (117)

L'ethnologue montre aussi la dépendance réciproque longtemps entretenue, aux Etats-Unis, entre l'Etat et les fondations philanthropiques. Non seulement l'action philanthropique est soumise aux incitations fiscales votées par le Congrès. Mais elle a fait aussi régulièrement l'objet d'un soupçon de la part des parlemen-



taires ou des hauts fonctionnaires, soit qu'on lui reproche de ne pas servir assez l'intérêt général et de contourner l'impôt, soit qu'on l'accuse de trop de libéralisme et de réforme, comme dans le cas des enquêtes successives contre les grandes fondations conduites après celle de Mc Carthy pour activités «anti-américaines», à la fin des années 1940. Il y a donc deux perspectives concurrentes à propos des relations entre l'action philanthropique et l'action publique. D'un côté, les philanthropes envisagent leur activité comme auxiliaire des politiques publiques. De l'autre, ils la pensent comme substitut de celles-ci. (116) On pourrait prolonger la synthèse que propose Abélès de la littérature historique américaine sur les fondations en en déduisant des périodes de continuité et de rupture entre les deux modalités, philanthropiques et publiques, du travail social. Les gouvernements de Roosevelt (89-96) et de Kennedy (104) donnent, de ce point de vue, des exemples de continuité, comme en témoigne alors la circulation de plusieurs responsables entre monde philanthropique et haute administration.

L'originalité de la philanthropie américaine tient à sa rationalisation, passée par une «charité» dite «scientifique», (73) selon le mot de Carnegie, puis par le développement, dans les années 1920, d'un corps d'administrateurs spécialisés, d'abord issus de l'université et de sa gestion. Remarquons ici que ce «don raisonné» (117) a ainsi souvent impliqué, dès l'origine, son corollaire: l'importance du financement de la recherche scientifique et des institutions d'enseignement supérieur. Il s'agissait de promouvoir une «réflexion» sur les maux sociaux, «pauvreté, maladie, guerre», avant d'en proposer des remèdes.

On trouvera dans ce livre les cas les plus connus et les plus spectaculaires de l'essor philanthropique dans les Etats-Unis du 20e siècle. Il est utile de se souvenir

que nombre d'institutions médicales, éducatives, scientifiques et muséales parmi les plus connues des Etats-Unis émanent des fondations. Utile de rappeler que Carnegie a financé 3000 bibliothèques dans le pays au début du siècle, (77) que Rosenwald, dans l'entre-deux-guerres, a fait créer plus de 5000 écoles pour la scolarisation des noirs américains, (91) qu'en 1951 le budget de la Fondation Ford était près de dix fois supérieur à celui de l'ensemble des Nations Unies, (101) que cette même fondation développa dans les années 1950 et 60 des actions d'une ampleur jamais vue auparavant en direction des minorités et du tiers monde, tout en revalorisant le salaire des professeurs d'université américains, etc. L'arrivée de R. Reagan au pouvoir marque un tournant dans les relations entre action philanthropique et action publique. Il met les fondations dans une position de substitution en désengageant l'Etat du travail social direct et en amputant parallèlement les aides au *non profit sector*. Après un déclin continu, la philanthropie s'est pourtant à nouveau développée depuis le milieu des années 1990. En 1998, elle atteint, avec 2% du PIB, son niveau le plus élevé depuis 28 ans; (108) les Etats-Unis comptent alors plus de 46'000 fondations. Une ère de complémentarité nouvelle s'ouvrirait-elle entre l'action publique et la philanthropie? Ou faut-il voir dans ce renouveau une illustration de ce que Georges W. Bush appelle le «capitalisme compassionnel» et peut-être un nouvel âge de la philanthropie?

La recherche de Abélès dans la Silicon Valley montre que cette seconde option est sans doute plus proche de la vérité. Les jeunes philanthropes de la côte Ouest ne sont pas installés comme l'étaient les *robber barons* du 19e siècle; ils viennent de faire des petites fortunes et poursuivent leur parcours social ascendant. Ils prennent moins de risques financiers dans la charité, leurs contributions sous forme de *stock-*

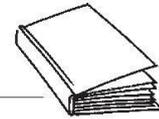
*options* étant souvent indexées à des gains encore virtuels sur les marchés financiers. Individuellement, ils cherchent moins à accroître leur prestige personnel qu'à rencontrer, à travers les pratiques bénévoles ou caritatives, des personnes aussi dotées qu'eux en capitaux. Ils demandent aussi à avoir une meilleure connaissance du terrain culturel ou social qu'ils soutiennent financièrement et s'engagent plus sur celui-ci, lorsque leur emploi du temps le permet, ce qui semble très rare. (139–141)

La rupture apparente la plus grande avec la philanthropie qui s'est développée antérieurement tient au désir de rationaliser économiquement les pratiques de don. Abélès montre comment les méthodes de communication, de calcul et de prévision du monde des entreprises de haute technologie sont transférées vers le monde des toutes nouvelles fondations. Il analyse le discours de la «philanthropie-risque», c'est-à-dire l'importation des schèmes de pensée et des méthodes de travail des *start-up* et de la finance de marchés dans le secteur philanthropique – comme avec cette notion de «retour sur investissement» assimilée à un «retour social», justiciable d'une évaluation économique. (187, 213) Ainsi, puisqu'il s'agit désormais de rendre profitable ce qui était auparavant associatif et non-lucratif, l'investissement des nouvelles fortunes de la côte Ouest dans l'action sociale et la philanthropie ressemble presque à une diversification de l'activité économique. Témoin de ce tournant, l'absence dans ce milieu d'un mécénat artistique d'importance. (258) Témoin presque caricatural, le fait que la nouvelle philanthropie ait pour secteur de prédilection l'éducation informatique et la diffusion des micro-ordinateurs, comme pour combler une «fracture digitale» qui pourrait enlever aux nouvelles industries et à ses barons des clients potentiels.

L'auteur montre aussi comment la circulation de l'ethos entrepreneurial jusque

dans la charité permet plus largement d'exercer un contrôle sur l'activité des organisations du *non-profit sector* soutenues financièrement et de leur imposer des critères économiques de calcul de la valeur produite. Dans un exemple, pris dans la baie de San Francisco, de soutien au tiers-secteur, il s'agit de «faire travailler les plus pauvres» de manière rentable. (215) L'enquête confirme que derrière «nouvelle économie», il fallait donc entendre «nouvelle politique» ou, plutôt, restructuration d'ensemble des relations de pouvoir entre les différentes sphères de la société. On ne s'étonne donc presque pas, au terme de l'ouvrage, qu'un illuminé de la «nouvelle philanthropie» puisse se déclarer «marxiste libertarien», (221) l'alliance jusqu'alors improbable entre ces deux traditions de pensée politique se faisant ici via une critique partagée de l'Etat. Abélès conclut sur la proximité idéologique et pratique entre ce «social-capitalisme» qui se développe dans la Silicon Valley et l'économie solidaire dont on parle aujourd'hui en Europe, (264) avec le discours afférent sur «l'entreprise citoyenne».

C'est dire s'il faut prendre garde aux interprétations psychologiques en terme de «mauvaise conscience» d'une frange nouvelle de la bourgeoisie économique installée dans la «vallée des radins», comme on s'est pris à surnommer la Silicon Valley, avant cet essor tout relatif et récent pour la philanthropie. La quête du prestige et le développement des «valeurs éthiques» dans les nouvelles entreprises sont nécessaires pour «faire face au phénomène d'extrême mobilité des personnels qualifiés» qui s'attacheraient mieux à une culture d'entreprise affirmée, homogène, tournée vers l'extérieur. (145) Abélès adopte une lecture plurielle des pratiques de don et du texte célèbre de Mauss qui leur est consacré, en défendant que, selon les cas et les situations, celles-ci servent à accumuler du capital social, à accroître le prestige des



donneurs, à jouir de la dépense pure et de la transgression des valeurs du capitalisme. (249) La «nouvelle philanthropie» partage donc aussi de nombreux traits avec l'ancienne. Et l'auteur ne tient pas à trancher sur cette question de la continuité entre les générations de philanthropes américains.

La «nouvelle» comme l'ancienne philanthropie sont, toutes deux, des actions de «régulation interne et externe» (169) pour les entreprises. Mais c'est le mode de régulation, au sens que les économistes régulationnistes donnent à ce terme, qui a changé d'une période à l'autre. On aurait aimé voir esquissée, dans cet ouvrage, une mise en relation de la conjoncture économique avec la conjoncture philanthropique des dernières années. Il semble en effet y avoir une forte dépendance de la nouvelle philanthropie envers les fluctuations des marchés financiers. On peut se demander, à cet égard, ce qu'est devenue la philanthropie des «nouveaux riches» de la côte Ouest après le 11 septembre 2001 et la contraction générale des donations de la part de fondations américaines. Mais c'est, on l'a vu, un des mérites de ce livre que de parvenir, en l'absence de données économiques, à montrer que même lorsque la philanthropie tend à se justifier comme n'importe quelle autre activité économique profitable, on ne peut se résoudre à une explication économique de pratiques qu'il faut replacer dans le contexte social et politique plus large où elles ont cours.

*Laurent Jeanpierre (Paris)*

**NICOLAS GUILHOT  
FINANCIERS, PHILANTHROPHES  
VOCATIONS ETHIQUES  
ET REPRODUCTION DU CAPITAL  
A WALL STREET DEPUIS 1970**

PARIS, RAISON D'AGIR, 2004, 173 P. € 8,-

Cet ouvrage explore le lien structurel entre philanthropie et capital dans le contexte de restructuration du capitalisme américain sous l'emprise de la finance de Wall Street. Pour formuler un questionnement original sur le problème banal des rivalités pour le succès dans les affaires, Nicolas Guilhot s'emploie à faire co-exister plusieurs approches. Il s'appuie sur la tradition fractionniste du marxisme pour dépasser l'opposition capital/travail et mettre en avant la concurrence entre différents intérêts capitalistes, en particulier l'industrie et la finance. Il reprend à son compte les travaux consacrés aux relations complexes entre l'administration du capital et sa propriété. L'anthropologie du don de Marcel Mauss lui permet d'étayer le postulat d'analogie entre la philanthropie et le capital, à la différence des approches anti-utilitaristes en sciences sociales qui se contentent d'opposer le don à l'échange marchand. Enfin, le courant de sociologie économique auquel se rattache l'auteur se situe dans le droit-fil de l'analyse bourdieusienne des champs.

Fort de ces outils conceptuels, Guilhot pose l'hypothèse que le renouveau actuel de la philanthropie et l'émergence d'un nouveau discours civique émanant des milieux financiers sont les premières tentatives, encore tâtonnantes, de traiter les nouvelles questions sociales générées par la mondialisation financière. Pour donner la mesure des changements intervenus, il nous rappelle d'abord à quel point la personnalisation des activités comptait dans le milieu de la grande banque d'affaire jusque dans le courant des années 1970. Pour l'auteur, l'idée que la compétence tech-

nique supplante l'héritage social masque l'essentiel. C'est surtout un certain type de compétences sociales qui en remplace un autre. Les prédateurs financiers les plus performants sont souvent «plus proches de la flibuste pure et simple que d'un quelconque *cursus honorum*». (74) «Sous-prolétaires de la finance», ils se chargeront des basses œuvres de la restructuration industrielle exigée par les investisseurs institutionnels.

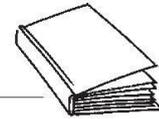
Dans la perspective d'une lutte de classes et de fractions de classes, les nouveaux financiers vont progressivement façonner le conflit qui les oppose à l'aristocratie industrielle et bancaire de telle manière à pouvoir incarner l'intérêt général. Guillot ne manque pas d'exemples aussi bien documentés que truculents. Il fait le portrait de cette «galerie de voyous respectables», selon l'expression employée par la presse financière spécialisée de l'époque. Il nous narre la trajectoire exceptionnelle de la banque Drexel Burnham Lambert et de son gourou Michael Milken jusqu'à la faillite de la première en 1990 et l'incarcération du second. Il nous initie aux instruments de cette lutte, les *junks bonds*, ou obligations «pourries» à haut rendement émises dans le seul but d'un rachat hostile.

C'est au terme de cette lutte que l'auteur revient à la philanthropie. On se doute bien qu'elle permet de gagner en respectabilité. Guillot analyse comment les registres de la vertu et de la morale sont d'abord utilisés par l'establishment.

L'intérêt de la démarche adoptée par l'auteur se trouve dans la possibilité de dépasser le répertoire de la justification, fondé sur le gain de respectabilité et de légitimité de positions acquises au prix d'activités plus ou moins licites. La dépense généreuse comporte une dimension plus active. La victoire du capitalisme financier change la façon de faire de la philanthropie, en transposant sur ce terrain le registre des instruments de la gestion

financière. L'auteur évoque ainsi quelques-unes des pratiques qui caractérisent la «nouvelle philanthropie». Reste à savoir si ces pratiques sont en voie de supplanter les éléphants que restent les Rockefeller, Ford, Carnegie et autres fondations créées par les «barons voleurs» d'un autre siècle. L'auteur ne cite pas de chiffres. Hormis quelques-uns, comme Georges Soros, la plupart ne semblent à ce jour pas avoir profondément institutionnalisé ce champ de pratiques. Or, pour Guilhot, leur capacité à directement orienter les pratiques sociales apparaît plutôt comme «une forme de gouvernementalité» (135) «qui ne vise rien moins que définir les titres légitimes d'exercice du pouvoir». (138 s.)

Cet ouvrage est d'une portée considérable. Son style est enlevé, en dépit de lourdeurs jargonnantes, et ses thèses convaincantes, malgré quelques raccourcis discutables. De ce fait, on regrette que l'auteur enferme parfois les pratiques dans une logique transcendante du capital, en contradiction avec la sociologie économique qu'il revendique. C'est ici toute la difficulté à maintenir un équilibre entre le style vigoureux d'un essai abordable et la rigueur d'une démonstration académique. En se donnant pour tâche de suivre graduellement l'émergence de nouvelles pratiques philanthropiques à partir des mécanismes internes à l'univers financier, l'auteur nous livre par ailleurs un récit déséquilibré. Les pages consacrées à la montée en puissance des nouveaux financiers dépassent amplement celles examinant leur conversion philanthropique. L'ancrage précis et l'ampleur de la «nouvelle philanthropie» restent dès lors difficiles à saisir. On voudrait enfin en savoir plus sur la capacité d'émulation des nouveaux philanthropes financiers vis-à-vis des industriels de la nouvelle économie (à la manière de la Fondation Bill & Melinda Gates). De même, en postulant la revanche des propriétaires-actionnaires comme ac-



quise, l'auteur occulte le fait que les cadres dirigeants des grandes entreprises ont eux aussi vu leur rémunération augmenter énormément tout en s'employant à investir le marché de la vertu. Ces critiques n'enlèvent rien au fait que toute personne intéressée par les transferts d'autorité impliqués par l'emprise des grandes fondations américaines dans le traitement des inégalités issues de la mondialisation financière trouvera dans cet ouvrage matière à une réflexion critique peu présente ailleurs.

Jean-Christophe Graz (Lausanne)

**ALAIN CAILLE  
DON, INTERET  
ET DESINTERESSEMENT  
BOURDIEU, MAUSS, PLATON  
ET QUELQUES AUTRES**

NOUVELLE EDITION AUGMENTEE, PARIS,  
LA DECOUVERTE/MAUSS, 2005, 352 P. € 28,-

L'ouvrage réédité et augmenté d'Alain Caillé est devenu un classique des sciences sociales francophones depuis sa première parution en 1994. Il offre une nouvelle entrée, principalement théorique, aux travaux collectifs du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS), en prolongement du manifeste de cette école de pensée sociale et politique, *Critique de la raison utilitaire*, publié en 1989 par le même auteur, qui en est aussi le principal animateur. A travers une revue et une collection éditoriale, le MAUSS a contribué en France à dénoncer le poids de l'économisme et de l'utilitarisme, dominants depuis le milieu des années 1970, dans plusieurs courants des sciences économiques et sociales. Au moyen d'une relecture de l'*Essai sur le don* que proposait Marcel Mauss en 1923/24, le mouvement d'A. Caillé a proposé depuis dix ans la construction d'une «anthropologie du don».

A. Caillé s'est fait connaître au début des années 1980 à travers, notamment, sa critique de l'anthropologie et la sociologie de P. Bourdieu. Augmentée et précisée, cette critique de l'utilitarisme et de l'économisme prêtés à l'auteur de *La Noblesse d'Etat* occupe près de la moitié du volume republié aujourd'hui. Caillé propose ainsi de distinguer un «premier Bourdieu» – de l'ethnologie kabyle à *La Distinction* – qui établit que l'action désintéressée dissimule un intérêt et un calcul inconscients sur un terrain qui n'est pas économique mais symbolique, et un «second Bourdieu» qui, à partir de 1987/88, reconnaît la possibilité théorique de l'action désintéressée et la diversité des scènes sociales où s'investir sans pour autant, selon Caillé, déployer la question du don et de l'altruisme véritables, relégués au rang de vestiges des sociétés du passé. Un texte ajouté à la nouvelle édition de *Don, intérêt et désintéressement* propose une critique de la critique de l'économie politique proposée dans *Les Structures sociales de l'économie* (2000) et affirme que «Bourdieu présuppose que l'autonomie de l'économique serait nulle et non avenue, qu'il n'existe aucune réalité spécifique de l'économie, que celle-ci ne jouit d'aucune consistance propre» (316) par rapport aux autres sphères de la pratique. Sur un plan positif, Caillé tient que le désintéressement, le don ou l'amour sont irréductibles à l'intérêt. La reformulation opérée par le «second Bourdieu» d'une théorie de l'action où la logique des dispositions intégrées dans l'habitus rejoint une logique de l'intérêt, à une théorie où l'habitus se manifeste dans différents champs par *illusio* ou *libido*, rejoint sa propre distinction entre un «intérêt à» et un «intérêt pour», le plus souvent assimilable au plaisir.

On retiendra, également, une lecture critique de *L'énigme du don* de M. Godelier, qui se demandait, en prolongeant Mauss, pourquoi les dons font retour,

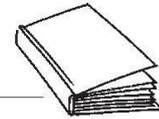
autrement dit d'où vient l'obligation de rendre et pourquoi les dettes ne s'éteignent jamais. L'anthropologue explique cette obligation de rendre par la séparation universelle, ignorée par Mauss, entre des biens inaliénables qui relèvent de la sphère du sacré et des biens aliénables, restitués à l'usage, et par la nécessité qui en découle de ne pas garder les premiers en vertu d'une obligation supplémentaire associé au don, celle de donner aux Dieux. S'il reconnaît l'intérêt de cette thèse, Caillé critique Godelier pour «durcir l'opposition entre aliénable et inaliénable» qu'il faudrait dialectiser et à laquelle il entend substituer une typologie des dons: «dons horizontaux» entre pairs et personnes vivantes, «dons transversaux» entre générations et vivants et morts, «dons verticaux» entre humains et non-humains ou entre divinités et humains. (340) Il réclame ensuite qu'on n'explique plus le don par le sacré, dans une filiation holiste, ni par le contrat ou l'intérêt, dans une tradition utilitariste ou individualiste, mais que le don soit lui-même la variable explicative.

Avec J. Godbout, l'auteur a proposé une définition «modeste» et surtout opératoire du don, qui doit permettre d'en repérer les expressions contemporaines. Le don est posé comme «une prestation de bien ou de service effectuée, sans garantie de retour, en vue de créer, nourrir ou recréer le lien social entre les personnes». (247) Les biens et services n'ont donc pas seulement une valeur d'usage ou d'échange mais aussi une «valeur de lien», du moins lorsqu'ils circulent sous forme de dons. Mettant en pratique le contenu de sa pensée, l'auteur n'est jamais avare en distinguos concernant le don, l'intérêt et leurs manifestations. Ainsi, parmi d'autres, cette idée que, dans les sociétés contemporaines, derrière le «don massifié [...] impersonnel et anonyme», celui de l'assurance sociale, par exemple et le «don secondaire [...] qui

unit des personnes déjà liées ensemble par la nécessité d'accomplir des tâches fonctionnelles», comme dans les syndicats ou les associations, il y aurait une «base» sociale originaire, dessinée par la sphère des dons primaires, là où «les relations entre les personnes prennent le pas sur les relations entre les fonctions» comme dans «la famille, l'amitié, le voisinage». (244)

La majeure partie du reste de l'ouvrage vise à situer l'anti-utilitarisme dans la tradition philosophique. Un entretien avec C. Lazzeri et J.-P. Cléro permet de différencier l'utilitarisme de Bentham et celui, contemporain, de Rawls et d'une partie de la philosophie morale et politique américaine. Caillé revient aussi brièvement sur son parcours qui l'a conduit à critiquer la science économique dominante, le modèle de l'*homo oeconomicus* et les théories du choix rationnel. Un autre chapitre est consacré, à partir d'une lecture originale de *La République* et contre toute la tradition exégétique, à montrer que la philosophie morale et politique de Platon est utilitariste. Quelques pages sont consacrées aussi à la réflexion de J. Derrida sur le don, critiqué pour placer celui-ci en dehors de tout échange, pour en faire «l'impossible» car, pour le philosophe, s'il y a don reconnu par l'autre, ce ne serait déjà plus un don. (262–265) Pour cette raison, la pensée de Derrida est qualifiée d'«an-utilitariste»; elle n'entre pas dans la partition que Caillé pense pouvoir établir à l'intérieur de toute la tradition de philosophie morale, sociale et politique, entre utilitarisme et anti-utilitarisme.

Mentionnons encore les quelques amorces politiques que contient l'ouvrage. Le pari est fait qu'il faudra recourir à une «logique du don» contre la «logique du marché» et la «logique de l'Etat représentatif» qui seraient ou seront en crise et dont l'opposition est formelle et illusoire. Une telle «logique du don» pourrait passer par le développement du travail à temps



partiel grâce à l'attribution d'un «revenu de citoyenneté inconditionnel, irrévocable et cumulable (selon certaines modalités) avec d'autres rémunérations» et le développement du «tiers-secteur», c'est-à-dire du «volontariat et [du] bénévolat, [de] l'investissement libre et volontaire dans des tâches d'intérêt commun». (246) Cela passera aussi par «la constitution d'un nouveau sujet collectif [...] sur les décombres de l'ancien auquel on s'était habitué à sacrifier.» (283) C'est donc à une transformation sociale et historique profonde que vise A. Caillé et les partisans du MAUSS.

Connaisseur ou non des pratiques philanthropiques et de charité, l'historien(ne) sera peut-être déçu par le vaste panorama problématique brossé dans cet ouvrage. Le schéma historique proposé par l'auteur d'une modernité «contre le don» depuis les révolutions dites démocratiques, (22) la thèse d'un processus de civilisation des pratiques de don par les religions transcendantales, bien qu'elles soient séduisantes, sont trop peu étayées. L'auteur est plus à son aise en matière d'histoire des idées économiques et d'histoire de la philosophie morale et politique et toute son œuvre, comme la «Bibliothèque du MAUSS», offre à ce sujet de nombreuses contributions originales. Caillé convient lui-même que ses élaborations valent plus comme incitations à l'enquête sociologique et historique. (247) Le lecteur trouvera d'ailleurs deux ébauches, sur le fair-play dans le jeu et dans le sport et sur le don de paroles, tel qu'il se manifeste par exemple dans l'art de la conversation. Il ne fait aucun doute, dans un tel contexte, que la philanthropie pourrait être un objet de choix pour qui voudrait tester les hypothèses de l'anthropologie du don. Le rôle décisif qu'elle tient dans la société américaine invite non seulement à s'interroger sur son rôle exact mais sans doute aussi à réviser l'idée selon laquelle il y a, dans les sociétés occidentales et depuis le 18<sup>e</sup> siècle, une «éviction

quasi-totale du don hors du champ des préoccupations sociales et politiques des hommes modernes». (21)

Il nous semble que le caractère avant tout philosophique et spéculatif de l'ouvrage et que la rareté des recherches empiriques accueillies par le MAUSS renvoie cependant à un problème plus profond. Caillé part du postulat fort que tout paradigme en sciences sociales contient un versant positif et un versant normatif qui sont inextricablement liés. L'application de cette idée à l'utilitarisme est convaincante. Mais elle permet peut-être aussi de justifier par avance le caractère souvent indiscernable de l'argument positif et de l'argument normatif dans les propositions du MAUSS. C'est entre ces deux versants, celui, théorique, d'une anthropologie du don et celui, politique, de la mise en œuvre d'une «logique du don» dans les sociétés contemporaines, que se loge l'espérance de l'auteur en une validation empirique de ces élaborations. La question du caractère double de certains énoncés de Caillé est d'ailleurs posée, dans l'ouvrage présenté ici, par Christian Lazzeri. Dans l'énonciation théorique des sciences sociales, est-ce la même chose de s'en prendre à des «comportements réels» ou à des «modèles explicatifs»? (321) A pratiquer une critique de l'idéologie trop dégagée des impératifs de la vérification empirique, ne risque-t-on pas de prendre les seconds pour les premiers? Quel statut pratique doit-on accorder de façon générale aux modèles des sciences sociales? Ne faudrait-il pas pour le comprendre adjoindre à la critique de l'idéologie qu'ils véhiculent une analyse des forces sociales qui les portent et de leur effectivité?

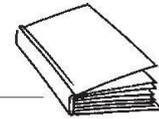
Le problème du modèle et de son statut permet de revenir aussi à la manière dont on reçoit l'œuvre de Mauss. Caillé insiste sur la validité historique des propositions de *Essai sur le don*. Il en déduit ses notions de «socialité primaire» et de

«don primaire». Il reprend même une idée attribuée à Mauss selon laquelle l'institution du don aurait permis de «surmonter la méfiance primordiale et originelle». (341) Mais n'y a-t-il pas quelques risques à se concentrer ainsi sur une reconstruction des origines et à vanter les mérites des institutions sociales les plus établies comme la famille? Risque d'accorder trop de poids à des élaborations plus scolastiques qu'empiriques? Risque de prêter le flan à une philosophie implicite de l'histoire dont un des retournements normatifs serait la nostalgie d'un âge d'or du don ou des institutions? La question est au fond de savoir s'il faut prendre l'Essai sur le don comme un récit des origines ou plutôt comme une épure. De la réponse apportée à celle-ci découle des stratégies empiriques très distinctes d'approche des phénomènes

historiques de générosité. Il nous semble à ce propos, et à la lumière de Mauss, que l'œuvre de P. Clastres, mentionnée une ou deux fois par Caillé, permettrait de former quelques hypothèses sur les relations entre don et pouvoir, don et contrôle social, plutôt que sur les rapports entre don et prestige ou violence symbolique qui semblent jusqu'à présent avoir concentré l'attention des ethnologues, notamment de P. Bourdieu.

Les fondations philanthropiques contemporaines, à cause du rôle qu'elles ont pu jouer dans la politique internationale, la recherche scientifique ou l'assurance sociale au 20<sup>e</sup> siècle, nous semblent des objets tout désignés pour enquêter sur ce terrain.

*Laurent Jeanpierre (Paris)*



## ALLGEMEINE BUCHBESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

ANDREAS RANFT,  
STEPHAN SELZER (HG.)  
**STÄDTE AUS TRÜMMERN**

KATASTROPHENBEWÄLTIGUNG ZWISCHEN ANTIKE  
UND MODERNE GÖTTINGEN, VANDENHOECK  
& RUPRECHT, 2004, 288 S., MIT 11 ABB., € 26,90

Wenn man sich die Bilder von New Orleans nach dem Hurrikan vergegenwärtigt, so zweifelt man, dass dort jemals das Leben wieder pulsieren kann. Doch das Leben in der Südstaatenmetropole ging unglaublich schnell weiter, trotz aller Not und ungleicher, ungenügender Hilfe, wurde rasch von Aufbruch und Wiederaufbau gesprochen und bald öffneten die ersten Bars wieder, um Einheimische und Touristen zu verköstigen. Gleichzeitig war aber auch die Rede vom Sündenpfehl dieser vergnüglichen, musikalischen, sumpfigen Stadt. Manipulierte Bilder von plündernden, vergewaltigenden schwarzen Horden kursierten in den Medien. Apokalyptische Bilder wurden herumgereicht, welche die Erinnerung an die Katastrophe prägen werden. Ein Blick in die weiter zurückliegende Vergangenheit zeigt ganz ähnliche Phänomene: ohne eine anthropologische Konstante festmachen zu wollen, ist es doch erstaunlich, wie schnell «Normalität» eintritt, wenn Städte Zerstörung durch Umweltkatastrophen, Kriege oder Brände erfahren haben. Dem Wiederaufbau und der Katastrophenbewältigung widmet sich ein 2004 erschienener Band der beiden Mittelalterhistoriker Andreas Ranft und Stephan Selzer aus Halle. Anlass war eine von ihnen organisierte Sektion am Historikertag in Halle 2002, die denselben Titel wie das vorliegende hübsch gestaltete Buch trug. Eine wissenschaftlich sehr

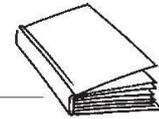
fundierte, viele Aspekte mit einbeziehende Einleitung geht sechs Fallstudien zu Zerstörung und Wiederaufbau verschiedener Städte voran. Der Bogen reicht von der griechischen Antike und dem Umgang der Poleis mit Katastrophen (Burkard Meissner) bis zur Frage, wie zerstörte Städte heute erinnert und mythologisiert werden (Manfred Jakubowski-Tiessen). Dazwischen liegen Beiträge zur Rezeption der Einnahme Bagdads durch die Mongolen 1258 (Stephan Conermann), zum Basler Erdbeben 1356 und zum Grossfeuer von Frankenberg in Hessen 1476 (Gerhard Fouquet), zum Erdbeben von San Francisco 1906 (Christoph Strupp), zum Mythos vom «alten Dresden» (Matthias Meinhardt) und zur Altstadtanierung von Halle und Leipzig zwischen 1990 und 2003 (Georg Wagner-Kyora). Wohltuend an dieser breiten Auswahl ist sicher eine keineswegs eurozentristische Sicht und der oft vorkommende Gegenwartsbezug, selbst beim Beitrag zu Bagdad im 13. Jahrhundert ist dies ersichtlich: Saddam Husseins Instrumentalisierung der Eroberung ist einleitend dargestellt.

Selbstverständlich hätte man das Thema sehr stark auf Deutschland um und nach 1945 ausrichten können, doch dies wollten die Herausgeber gerade nicht. Sie betonen zu Recht, dass der Aspekt der Stadt in Trümmern immer noch mehr Gewicht in der Forschung erhält als die Stadt aus Trümmern bzw. die Stadt, die sich aus den Trümmern und Zerstörung erhebt, von Menschen neu gedeutet und gestaltet wird. Hier ist der Forschungsstand in der Tat «rudimentär». (15) Ein Faktum, das bereits Martin Körner festhielt (Martin Körner (Hg.), *Stadtzerstörung*

und Wiederaufbau. *Destruction and reconstruction of towns*, 3 Bände, Bern 1999–2000), auf den die Herausgeber auch mehrmals Bezug nehmen, wenn sie einen vergleichenden Ansatz durch alle Zeitschichten und über alle (bewohnten) Kontinente hinweg fordern. Gerade die Perspektiven der Bewältigung und der Erinnerung müssten zuerst einmal noch zusammengetragen und komparativ analysiert werden. (19) Dass dies mit einem Tagungsband nicht getan ist, wissen die Herausgeber. Aber ein Anfang ist zumindest gemacht, den es weiterzuverfolgen gilt.

Den ganzen Band ausgeglichen zu besprechen, würde hier zu weit führen. Da mit dem Erdbeben von Basel ein Bezug zur Schweiz gegeben ist, soll dieser Beitrag etwas vertiefend erläutert werden, weil er auch weiterführende methodische Probleme aufzeigt. Damit setzt Fouquets Beitrag auch gleich ein: Er konstatiert, dass die Kulturgeschichte, um die es ihm im weitesten Sinne geht, wenn man Naturkatastrophen analysieren soll, in Deutschland (und in der Schweiz) lange einen vergleichsmässig schweren Stand hatte. Erdbeben und Städtebrände waren oft nur Anlass für lokale Erinnerungsfeiern, aber kaum ein Grund, sich mit dem Thema als mentales, ökonomisches und kulturelles Phänomen auseinanderzusetzen. Anhand des Basler Erdbebens und des Stadtbrandes von Frankenberg will er den Umgang der Zeitzeugen mit Naturkatastrophen und damit die Bewältigungsstrategien auch als methodisch schwer fassbare Phänomene aufzeigen. Während im ersten Teil von Fouquets gut lesbarem Beitrag für einen differenzierten Umgang mit Chroniken plädiert wird, wird dies im zweiten Teil auch durchgespielt, auch wenn dort nicht ganz verständlich wird, weshalb die zeitgenössischen und später geschriebenen Chroniken zum Abgleich von Opferzahlen der beiden Katastrophen herangezogen

werden müssen, um dann mit einem Nationalökonom des 19. Jahrhunderts nüchtern festzustellen, dass die mittelalterlichen Menschen kein Zahlengefühl hatten (sind da nicht einfach die falschen Quellen befragt worden?). Die darauffolgenden Passagen sind aussagekräftiger. Wenn es um die Verarbeitung der beiden Katastrophen geht, macht Fouquet überzeugend deutlich, dass die Chroniken darüber teilweise detaillierter berichten, so weiss man vom Brand von Frankenberg, dass die Solidarität gross war, Garküchen und Zelte errichtet wurden. Doch nicht jede Schilderung von Solidarität war politisch intentionslos. Der Berner Chronist Konrad Justinger berichtet von Hilfsaktionen durch die Oberrheinischen Städte, wohl auch, um zu zeigen, wie städtische innereidgenössische Solidarität zu funktionieren habe. Zu Recht betont Fouquet, dass es sich bei den Chroniken nicht um Schadensrapporte handelt, sondern dass stets auch der göttliche Heilsplan bzw. die göttliche Zerstörungsmacht mitgedacht und mitgeschrieben wurde, doch dies zu verallgemeinern, wäre übertrieben, denn er zeigt auch, dass im Spätmittelalter eine zunehmende Lehrfunktion der Berichte in den Vordergrund trat. Fouquet mahnt somit zum genauen Blick und zum vorsichtigen Umgang mit den überlieferten Quellen, was auch aus anderen Beiträgen dieses Sammelbandes als verbindendes Element herauskommt. Rationaler Wiederaufbau, schnelle Verarbeitung der Katastrophe und religiöse Deutungen als psychologische Entlastungsmuster scheinen ein sich über die Jahrhunderte durchziehendes Phänomen zu sein, wie auch die kommentierenden Anmerkungen von Manfred Jakobowski-Tiessen festhalten. Diesbezüglich stehen aber, das zeigte San Francisco und nun New Orleans mit seinen medial aufbereiteten Bildern deutlich, gegenwärtige Deutungsmuster der Vergangenheit in nichts nach. Ganz zu schweigen von der media-



len Inszenierung der Helfer. Schon antike Herrscher wussten ihre Hilfe in Szene zu setzen und politisches Kapital daraus zu schlagen, was der Beitrag von Meissner deutlich macht. Wer interessiert ist an der Wirkungsmacht solcher Bilder und Inszenierungen oder sich ganz allgemein für Umweltgeschichte interessiert, findet im vorliegenden Band eine inspirierende und weiterführende Lektüre, die auch zu Gedanken über die Gegenwart anregt.

*Michael Jucker (Münster/Zürich)*

### **KARINE CROUSAZ ERASME ET LE POUVOIR DE L'IMPRIMERIE**

LAUSANNE, ANTIPODES, 2005, 200 P., FS. 30.–

Les débuts du livre imprimé d'une part, la figure d'Erasme d'autre part, ont donné lieu à une littérature considérable qui pouvait rendre périlleuse une approche croisant ces deux perspectives. Karine Crousaz, dans un ouvrage qui inaugure une nouvelle collection des éditions Antipodes à Lausanne, relève pourtant le défi avec brio. En se basant principalement sur l'imposante correspondance érasmienne (un peu plus de 3100 lettres), l'auteure focalise son attention sur l'attitude d'Erasme face à la nouvelle industrie. Tout en proposant une vision souvent assez nouvelle du «moine humaniste», c'est un matériel très précieux sur l'organisation du monde du livre de l'époque qui nous est livré. L'ouvrage propose ainsi une réflexion plus générale sur les transformations amenées par l'imprimerie non seulement dans le domaine de la transmission des textes et des connaissances, mais également comme instrument de la domination politique et catalyseur de nouveaux rapports de force symboliques au sein du champ intellectuel.

L'analyse se décline en deux parties. La première est consacrée à une discussion

des relations d'Erasme avec ses différents imprimeurs. Ayant collaboré notamment avec Josse Bade à Paris, Alde Manuce à Venise et surtout Jean Froben à Bâle, Erasme se révèle, à travers sa correspondance avec eux, un fin connaisseur des nouvelles potentialités de l'imprimerie, qu'il sait instrumentaliser à son profit. Il sera soucieux de toucher un public non exclusivement composé d'érudits en favorisant la traduction en langue vulgaire de ses textes et prêtera un soin particulier à la qualité philologique mais aussi typographique de ses éditions. Un souci qui l'amène parfois à ne pas quitter les abords de l'imprimerie pendant de longs mois afin de surveiller personnellement les différentes étapes de la composition et de l'impression. Pour ce qui concerne ses textes de combat, Erasme recourt à la fois à ses multiples relations au sein du monde des imprimeurs et à sa connaissance des réseaux de diffusion pour donner à ses publications l'impact le plus favorable. Il est généralement tenu informé de tout écrit qui pourrait être dirigé contre lui et publie ses propres textes à l'occasion des grandes foires de Francfort: outre le bénéfice de la nouveauté, ses éditions peuvent être lancées au meilleur moment, sans donner une possibilité de riposte immédiate à ses contradicteurs.

On trouvera dans ces différents chapitres une multitude d'informations qui battent en brèche parfois certaines idées reçues. Les indications sur l'impact des éditions érasmienne, dont le poids cumulé – réimpressions comprises – peut être estimé à près de 1,2 millions d'exemplaires, présentent une autre image que celle induite par la modestie des tirages moyens de l'époque. Par ailleurs, la nature des contrats passés par Erasme avec ses imprimeurs, même si les montants perçus ne sont jamais considérables, témoigne de l'émergence de la figure autariale au cours de cette période. On regrettera seulement

les développements parfois trop rapides sur la question des prix ou la faible prise en compte de certains apports de la bibliographie matérielle: la question de la spécificité des éditions érasmienne dans ce domaine aurait sans doute permis de relativiser le caractère totalement «novateur» des idées de l'humaniste en la matière. Dans une autre perspective, la question centrale de la cohabitation entre communication manuscrite et imprimée aurait pu bénéficier d'une plus grande attention, la correspondance d'Erasme témoignant d'usages différenciés en fonction des publics visés et de la nature des textes proposés.

L'image d'Erasme est souvent étroitement et uniquement associée à celle du défenseur de la liberté de conscience, voire de martyr de la censure. La deuxième partie de l'ouvrage de Karine Crousaz montre que sa pratique de l'imprimerie témoigne également d'une claire volonté d'en contrôler et d'en limiter l'usage. On peut le voir d'abord par sa réflexion, précoce, sur la propriété intellectuelle. Outre ses récriminations contre certains typographes qui dénaturent la pensée d'autrui ou se l'approprient indûment, Erasme est conscient de la menace représentée par les rééditions sauvages et intempestives de ses propres éditions. Acquis au caractère bénéfique des privilèges en matière d'impression, il reste toutefois enclin à l'indulgence lorsque le travail de réimpression est réalisé avec soin et propre à donner plus de rayonnement encore à ses publications. Sa position est plus ambiguë encore en matière de censure. A ses yeux, un certain contrôle des idées est nécessaire, la tolérance d'ouvrages calomnieux envers certains particuliers pouvant se révéler un danger pour l'Etat. Un argumentaire qui sera toutefois souvent convoqué pour dénoncer les ouvrages qui s'en prennent à sa propre personne. L'accession d'Erasme au rang de conseiller censorial auprès des autorités bâloises – qui aurait gagné à être

davantage mise en perspective – est particulièrement intéressante: elle lui permettra, sous couvert de protection de la paix chrétienne, de se prononcer contre la publication de textes qui le mettent directement en cause ou de condamner des ouvrages qu'il désapprouve, comme le *De Verbis Cenaë Domini* d'Oecolampade en 1525.

L'ouvrage montre de manière convaincante qu'Erasme ne saurait ainsi être considéré comme le simple bénéficiaire de la révolution introduite par l'avènement de l'imprimerie. Il aura su surtout participer à l'élaboration de nouvelles stratégies pour en développer toutes les potentialités quant à la diffusion des connaissances. Tout en sachant capitaliser à son profit les avantages tant économiques que symboliques liés à la maîtrise de cette nouvelle technique, il aura également analysé avec lucidité les transformations potentielles que celle-ci devait introduire dans les relations entre auteur et imprimeur d'un côté, entre liberté individuelle et sphère politique de l'autre.

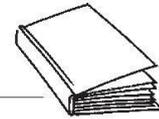
*François Vallotton (Lausanne)*

**OLIVIER PETRE-GRENOUILLEAU**  
**LES TRAITES NEGRIERES**  
**ESSAI D'HISTOIRE GLOBALE,**

PARIS, GALLIMARD 2004, 468 P., € 30,40

Dans tout domaine de recherche, le besoin de synthèse se fait sentir lorsque études et titres y prolifèrent. Or, sur la question de la traite négrière et de l'esclavage, pour laquelle pas moins de 14'000 publications ont été recensées au 20<sup>e</sup> siècle, les études d'ensemble sont rares. Dans le monde francophone, elles sont quasi-inexistantes.

Celle proposée en 1971 par Hubert Deschamps (*Histoire de la traite des noirs de l'antiquité à nos jours*, Fayard, Histoire sans frontières, Paris), la première du genre selon l'auteur, se voulait une «his-



toire totale». (3) Il est vrai qu'elle s'inscrivait dans la très longue durée, couvrait toutes les traites (l'«européenne», la «musulmane», celle intérieure à l'Afrique) et le mouvement abolitionniste, considérait la quantification du phénomène et son rôle dans l'évolution de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Europe. 33 ans plus tard, voici l'«histoire globale» d'Olivier Pétré-Grenouilleau qui, comme Hubert Deschamps, a choisi de couvrir large en abordant les questions des origines, de l'évolution et de l'impact des traites négrières. La comparaison des deux exercices de synthèse est instructive. Elle révèle la richesse et la variété du matériel accumulé par les historiens dans ce domaine en une génération. Un seul exemple suffira pour illustrer ce formidable bond en avant: le rôle de l'«infâme trafic» dans le développement économique de l'Occident est traité en moins d'une page par H. Deschamps, alors qu'Olivier Pétré-Grenouilleau y consacre un chapitre entier de 60 pages.

L'ambition de toute synthèse est de mettre à la portée d'un public de non-spécialistes les acquis de la recherche sur un sujet en le débarrassant des mythes qui l'obscurciraient. Plus le matériel accumulé est imposant, jusqu'à donner ici le vertige, plus grand est le défi d'embrasser large sans mal étreindre. Olivier Pétré-Grenouilleau le relève avec brio. Il ne se contente pas de faire un état de la question. Il pointe également du doigt les lacunes de l'historiographie et tente au passage d'en combler certaines, en proposant par exemple une explication des origines de la traite. L'un des plus grands mérites d'Olivier Pétré-Grenouilleau est de «purger» l'histoire des traites négrières des clichés, des fausses idées et des préjugés qui l'encombrent. Voici ce que donne cet exercice de «nettoyage».

– Le trafic des Noirs n'est pas une invention de l'Occident. La déportation de captifs africains par des marchands

arabes à destination du monde musulman précède de huit siècles la traite organisée par les Européens à travers l'Atlantique. D'ailleurs, la traite musulmane prélève, entre le 7<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècle, plus d'Africains du continent noir (17 millions) que la traite occidentale (11 millions) entre le 15<sup>e</sup> et la moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

– L'Afrique noire n'est pas uniquement une victime de la ponction négrière, elle en est un acteur à part entière. Les origines de l'essor du «commerce honteux» sont à chercher autant à l'intérieur des systèmes socio-économiques africains que dans les forces extérieures au continent.

– Le mouvement abolitionniste ne peut être réduit à la seule action de philanthropes anglo-saxons ou à de simples calculs économiques. Le temps des explications mono-causales est révolu. Pour rendre compte des ressorts du mouvement abolitionniste, il faut considérer autant les facteurs économiques, les forces religieuses, culturelles et politiques que l'action des esclaves eux-mêmes.

– La traite négrière n'est pas la source du développement économique de l'Occident, ni la cause de tous les maux dont souffre l'Afrique. En Angleterre et dans l'Europe du Nord-Ouest, pour ne prendre que la zone où a eu lieu en premier le démarrage de l'Occident, la traite est un facteur de progrès économique parmi d'autres, «bien plus immoral, dans un processus de développement qui ne peut s'expliquer que par une multitude de facteurs économiques, sociaux, culturels et politiques». (358) Quant aux effets de la traite négrière sur le développement du continent noir, Olivier Pétré-Grenouilleau montre qu'il est illusoire de vouloir en établir un bilan global, en termes de profits et de pertes pour l'Afrique. Cette approche donne trop d'importance aux facteurs exogènes, faisant «croire que les Africains furent seulement des victimes, des collaborateurs ou des opposants aux

influences venues de l'extérieur». (443) Alors qu'ils ont aussi été des acteurs de leur propre histoire. Sans nier le poids des forces extérieures, il faudrait reconnaître que celles-ci ont plus pesé sur les «rythmes du changement [...] que sur la nature des voies qu'il emprunta». (443) Olivier Pétré-Grenouilleau insiste sur le fait que l'essor de la traite s'est inséré dans la logique interne des systèmes socio-économiques de l'Afrique précoloniale, renforçant certaines entités et affaiblissant d'autres.

Sur tous ces aspects, Olivier Pétré-Grenouilleau a cœur de faire la part des choses. Il prend le lecteur par la main pour le guider dans la jungle de la littérature spécialisée. Sur chaque point, il rappelle l'historiographie, situe la position des uns et des autres, souligne les enjeux et repère les voies de recherche à privilégier pour aller plus loin dans la compréhension historique. Il ne manque pas, en s'appuyant sur ses propres travaux, d'amener des pierres à l'édifice. Sur le rôle de la traite dans l'essor de l'Occident par exemple, il révèle dans quelle mesure elle aide à la création, à l'enracinement et à la reproduction des élites. Sous sa plume, la traite apparaît ainsi plus comme un facteur de dynamique sociale que de développement économique.

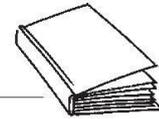
Avec ce maître livre, rigoureux et impartial, Olivier Pétré-Grenouilleau rend, à sa manière, un bel hommage aux millions de victimes des traites négrières, trop souvent oubliées à l'heure de l'histoire mémoire.

*Bouda Etemad (Genève et Lausanne)*

## HEINZ KÄUFELER DAS ANATOLISCHE DILEMMA WELTLICHE UND RELIGIÖSE KRÄFTE IN DER MODERNEN TÜRKEI

ZÜRICH, CHRONOS, 2002, 512 S., FR. 78.–

Das Buch von Heinz Käufeler ist die Summa seiner langjährigen Beschäftigung mit dem Thema Säkularisierung in der «modernen Türkei» (darunter versteht Käufeler den 1923 gegründeten Nationalstaat «Republik Türkei»). Die ersten beiden von insgesamt sechs Kapiteln greifen unter den Titeln «Säkularisierung» und «Morgenländische Verhältnisse» weit in die abend- und morgenländische Geschichte zurück. Im 3. Kapitel, im Zentrum des Buches, stehen die Befunde einer Feldforschung in der westanatolischen Stadt Aydın, die auch als Referenzrahmen für das 4. Kapitel unter dem Titel «Der türkische Kulturkampf» dienen. Das 5. Kapitel geht einzelnen Konsequenzen der türkischen Säkularisierung nach. Das letzte Kapitel schliesslich bilanziert die türkische «Fallgeschichte» und holt aus zur grundsätzlichen Frage nach der «Säkularisierbarkeit islamisch geprägter Gesellschaften» wie auch zur Frage nach den «Aussichten für die Religion in der anstehenden Moderne». Gerade weil in diesem Buch viele Themen und Namen zusammengetragen werden, vermisste ich einen Index. Es ist eine Stärke des Ethnologen und Türkespezialisten Käufeler, die «religiöse Frage» frühzeitig, eindringlich und differenziert gestellt zu haben. Es ist eine gute Wahl, die Türkei und ihre islamische Tradition (inklusive den Bruch damit) ins Zentrum der Überlegung zu rücken. Fragen von grosser gegenwartsgeschichtlicher Relevanz tun sich auf, und grundlegende Phänomene werden benannt, wie dasjenige, dass «aller Rhetorik religiöser Neutralität zum Trotz» die «globale Moderne des ausgehenden [20.] Jahrhunderts in entscheidenden Belangen noch immer christlich» ist. Käufeler ergründet



in den ersten beiden Kapiteln «Säkularisierung» vielfältig in begrifflicher und historischer Hinsicht. Der Befund überzeugt: Das Aufbrechen der institutionellen und dogmatischen Einheit des Christentums in der Reformation schuf (säkularen) Raum für ein neues Denken, das bisherige religiöse Positionen relativierte und religiöse Toleranz möglich machte.

Käufelers weites Ausholen gibt aber auch zu einigen Fragen Anlass. Weshalb etwa die (Klischee-)Bilder von «poltern den israelitischen Propheten» und abgewertete «alttestamentarische Konzeptionen»? Warum sie so sehr absetzen von dem, was Käufeler freudig bejaht, nämlich die ionisch-hellenische Aufklärung im 6. Jahrhundert v. Chr.? Wird des Weiteren die religiöse Fabrik der USA in ihrer, via Heilsgeschichte, politikwirksamen Dimension verstanden, wenn einzig die Absenz gesamtgesellschaftlicher Verbindlichkeit religiöser Normen festgestellt wird? Entspringt nicht gerade die angelsächsische Moderne eben *nicht* einem «antireligiösen Impuls»? Warum beharrt Käufeler zudem auf der «Abkoppelung des Kognitiven vom Ethischen» als einem Problem der Moderne, nicht jedoch auf der Artikulation der Menschenrechte als einer genuin aufklärerischen Errungenschaft?

Ein Hauptproblem von Käufelers Werk scheint mir sein historischer Narrativ des 19. und 20. Jahrhunderts zu sein, der die türkische Moderne im alternativlosen, deterministischen Banne des Nationalstaats vorführt. Die Türkeihistoriografie befindet sich seit gut zehn Jahren gründlich im Umbruch hin zu postnationalistischen Verständnissen. Käufeler reproduziert jedoch noch oft «alte» Muster. Das hängt damit zusammen, dass nicht allein seine Feldforschung in Aydın, sondern auch seine eigene Auseinandersetzung mit anatolischer Geschichte weitgehend auf die Zeit vor den 1990er-Jahren zurückgeht.

So ist von «levantinischen [Compradore-]Eliten», von «Massakern und Gegenmassakern in Ostanatolien und Mazedonien» und von diesen wiederum als «Resultat» «unseliger» imperialistischer Verstrickung und, «zwangsläufig», westlicher Instrumentalisierung der Nichtmuslime die Rede. Schliesslich «kam es» zu der «schrecklichen armenischen Tragödie» von 1915: Der Erste Weltkrieg (während dessen das Regime des jungtürkischen Komitees Einheit und Fortschritt eine Politik der Modernisierung, Säkularisierung und antichristlichen Nationalisierung betrieb) bleibt wie bei den Kemalisten und dominierenden Orientalisten der Generation von Bernard Lewis und Ahmad Feroz, auf die Käufeler oft abstützt, eine Black Box. Die radikale türkische Kulturrevolution, die das Jahr 1919 als Stunde Null beschwört, lässt sich ohne den unmittelbaren Hintergrund der radikalen Brüche im Ersten Weltkrieg indes nicht erfassen. Und auch nicht die mehr als nur «unzimperliche» Gewalt gegen diejenigen, die als Feinde des Projektes galten. Trotz so lautender kemalistischer Erklärungen ist es bis ins späte 20. Jahrhundert im Hinblick auf die politische Praxis (zum Beispiel der Ein- und Ausbürgerungen) und den ethnonationalistisch dominierten politischen Diskurs nicht möglich, von einer «im Prinzip offenen Nation» und einer «Willensnation» zu sprechen.

Wirklich gelungen erscheint mir der Kern von Käufelers Arbeit, die aus Feldforschung – teilnehmender Beobachtung, zahlreichen Gesprächen und statistischen Erhebungen – gespeiste Darstellung Aydıns als «Palimpsest» und «Grenzmark der Moderne». Differenzierte, lebendige Konturen eines westanatolischen Provinzschauplatzes in den Jahren um 1990 – im makrohistorischen Umbruch zwischen Militärputsch von 1980 und EU-Orientierung von 1999 – werden herausgearbeitet (die bedeutsamen Wandlungen seit 1999

klingen in Käufelers Buch nicht mehr an). Das Kapitel schliesst prägnant so: «Nation, Staat und Atatürk sind die zentralen Bestände einer kultisch gestützten und sakralisierten republikanischen Ordnung. [...] Die Sakralisierung der Nation und ihres Staates ist ein deutliches Indiz dafür, dass entscheidende Prozesse der Säkularisierung [...] nicht stattgefunden haben.» Ein starkes Indiz dieses Befunds ist auch der in einer Fussnote eingeräumte Hinweis, dass «wegen der Empfindlichkeit des Themas» verzichtet wurde, auch Aleviten auf das Einhalten des Ramadanfastens hin zu befragen; dies obwohl in Aydın eine bedeutende, zum Teil aus Zwangsumsiedlungen der 1930er-Jahre stammende ostalevitische Gruppe lebt. Bis zu ihrem Coming-out in den 1990er-Jahre standen die Aleviten vor allem in den Städten unter massivem Druck, ihre abgewertete ethnoreligiöse Identität gegenüber der dominanten sunnitischen Mehrheit zu verheimlichen.

Warum blieb es trotz türkischer Revolution und der definitiven Abschaffung von Kalifat und Scharia, trotz Atatürks Anstrengung, türkische Identität und Geschichte radikal völkisch zu begründen, bis heute de facto bei einem «nationalen Pakt» von Staatslaizismus und «Staatskirche» (staatlich finanziertem und verwaltetem Sunnismus)? Diese Frage bzw. das «anatolische Dilemma» trifft den Kern globalhistorischer Überlegungen zum Laizismus, wie Käufeler sie gegen Ende seines Werkes anstellt. Zweifellos hat sich die türkische Gesellschaft und politische Kultur – in einer Art defensiven Reaktion – noch nicht umfassend «der säkularisierenden Dynamik der Entwertung von Tradition und der [liberalen] Zumutung des Pluralismus» aussetzen lassen. Widerstand gegen Säkularisierungsprozesse hängt mit Verlustängsten und damit zusammen, dass realexistierende Säkularisierung seit Ende des 18. Jahrhunderts oft mit exklusiven, zum Teil nativistischen Projekten

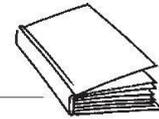
einherging. Was Anatolien betrifft, ging sie von elitären Akteuren aus, die als Träger antireligiöser Ressentiments nur bedingt zur glaubwürdigen Aufhebung religiöser Fixiertheiten taugten. Sich vom Erbe dieser Akteure zu emanzipieren motiviert seit Ende der 1990er-Jahre die erwartungsvolle Öffnung des «politischen Islam» zur Europäischen Union hin. Sie koinzidiert bezeichnenderweise mit dem Verstummen des Rufs nach der Scharia.

*Hans-Lukas Kieser (Basel)*

### **JAKOB TANNER HISTORISCHE ANTHROPOLOGIE ZUR EINFÜHRUNG**

JUNIUS, HAMBURG 2004, 235 S., € 14,50

Der französische Historiker Marc Bloch hat einmal geschrieben, der «gute Historiker» gleiche dem Menschenfresser im Märchen. «Seine Beute weiss er dort, wo er Menschenfleisch wittert.» Die Suche nach Menschen in der Zeit als Objekte der Begierde und als Stoff der Geschichtswissenschaft berührt auch Fragen der Historischen Anthropologie. Diese gilt mittlerweile als etabliertes Forschungsfeld innerhalb der Geschichtswissenschaft, aber auch als schillernder Begriff und mehrdeutiges Konzept, in das Jakob Tanner einführt. 1978 als sozialistische Initiative gegründet, geht es den Herausgebern der Junius-Einführungen nach eigenen Aussagen um Texte als Wegweiser im ausufernden Gebiet der Wissenschaften. Sie sollen neue Forschungsfelder in gültiger Form darstellen und zugleich die Handschrift des Autors erkennbar lassen. Im Unterschied zu den beiden bereits existierenden Einführungen in die Historische Anthropologie von Gert Dressel (1996) und Richard van Dülmen (2001), hebt Tanner in seiner Interpretation der Materie insbesondere hervor, dass die Historische



Anthropologie kein spezifischer Zweig der historischen Forschung sei, sondern ein «Anziehungspunkt für neue Methoden und neue Fragestellungen». Dem entsprechend stehen in seiner Darstellung die Entwicklung, das Spektrum und die Diskussion von Forschungszugängen im Vordergrund.

Die auf die Einleitung folgenden drei Kapitel sind wissenschafts- und theoriegeschichtlich angelegt. Das zweite Kapitel ist der Historiographie des Verhältnisses von Geschichtswissenschaft und Historischer Anthropologie als Wissenschaft vom Menschen gewidmet. Jakob Tanner gibt mit einem kritischen Blick auf die Neuere Geschichte zu bedenken, dass diese sich an den Kategorien des 19. und 20. Jahrhunderts orientiere, in der Regel aber nur bis ins 18. Jahrhundert zurückblicke. Anthropologische Denkfiguren lassen sich jedoch bis in die Frühe Neuzeit zurückverfolgen, denkt man etwa an die Lösung des Individuums aus einem ausschliesslich religiösen Referenzsystem, das der diskursiven Modellierung «des Menschen» im 18. Jahrhundert vorausging. Die einsetzende Klassifikation in «Racen» im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts, die Entwicklung von Rassentheorien unter dem Label einer Wissenschaft vom Menschen und letztlich die Verstrickungen der Rassenanthropologie in die Verbrechen des Nationalsozialismus, machten es bis weit ins 20. Jahrhundert unmöglich, sich auf Vorleistungen einer Wissenschaft vom Menschen zu beziehen. Erst die produktiven Impulse und verhältnismässig späte Rezeption der französischen Mentalitätsgeschichte in der Nachkriegszeit, die Neuorientierung der deutschsprachigen Geschichtswissenschaft in den 1960er-Jahren ermöglichten die Reflexion über wesentliche Deutungsmuster und Darstellungsformen der aktuellen Historischen Anthropologie, wie Tanner im dritten Kapitel zeigt.

Ob es sich nun um VertreterInnen der Alltagsgeschichte handelt, einer kultur-

geschichtlich erweiterten Sozialgeschichte oder der historischen Kulturforschung – sie alle verbinde ein historisch-anthropologischer Blick auf eine erfahrungszentrierte Geschichte des konkreten Menschen, dessen Körperlichkeit, mentale Dispositionen und soziale Praktiken in den Mittelpunkt des Interesses gerückt werden. Und trotz eines durchaus heterogen zusammengesetzten Forschungsfelds unter dem Dach der Historischen Anthropologie stellen alle Ansätze Geschichtsinterpretationen in Frage, die historischen Wandel auf die Geschichte von Staaten, Kriegen, «grossen Männern» und «grossen Strukturen» zurückführen. In der Historischen Anthropologie gehe es vielmehr, so Jakob Tanner, um Erfahrungs- und Erinnerungswelten von Menschen in Abgrenzung zu den grossen Meistererzählungen.

Diese Konzentration auf «den konkreten Menschen» ist in anderen wissenschaftlichen Disziplinen nicht unwidersprochen geblieben und hat insbesondere Systemtheoretiker, Psychoanalytiker und Medienwissenschaftler sowie Vertreter einer Strukturgeschichte immer wieder zur Kritik herausgefordert. Tanner weist darüber hinaus auf noch ausstehende angemessene Definitionen der Begriffe Handlung und Praxis als Desiderate der Historischen Anthropologie hin und ruft zugleich die Chancen eines methodologischen Individualismus in Erinnerung (Kapitel 4). Das Spielen mit Grössenordnungen, das beispielsweise Jacques Revel in seiner Textsammlung *Jeux d'échelles* von 1996 vorschlägt, habe sich als produktive Anregung zur kritischen Reflexion der Bedeutung von Individualität in Geschichtsentwürfen erwiesen. Denn es kann nicht darum gehen, das «Grosse» und das «Kleine» als Mikro-makro-Opposition einander gegenüberzustellen. Revels Plädoyer für das *level switching*, das experimentelle Spiel mit Perspektivwechseln und der Vergrösserung und Verkleinerung des

Analysemasstabs, verspricht ein breites Spektrum von Beschreibungsebenen sowie die methodische Erkenntnis, dass sich soziale Realität und menschliche Erfahrung je nach Niveau der Analyse unterschiedlich darstellen.

Nach einer knappen Darstellung des Spannungsverhältnisses einer historischen und einer naturwissenschaftlichen Zugangsweise zur Wissenschaft vom Menschen (Kapitel 5) setzt sich Jakob Tanner in Kapitel 6 seines Bandes für eine «symmetrische Anthropologie» ein. Von Bruno Latour und Michel Collin innerhalb der Wissenschaftsgeschichte eingeführt, steht das Konzept der «symmetrischen Anthropologie» für eine neue Deutung des Verhältnisses zwischen Kulturrelativismus und Universalismus. Diese Neudeutung sieht als heuristisches Prinzip vor, dass die Aufmerksamkeitsstruktur sowohl in Richtung des Kulturrelativismus als auch des Universalismus durchlässig sein muss. Nur so lasse sich die nicht entwicklungs-fähige Figur des «konkreten Menschen» verabschieden, ohne Begriffe wie Subjekt, Selbstdeutung und Handeln aufzugeben. Dass das Subjekt eine mehrdeutige Kategorie bleibt, damit muss die Historische Anthropologie in der Darstellung Tanners leben: «Dem Sinne von subiectum entsprechend ist es sowohl das Zugrundeliegende wie das Unterworfene. Zu sagen, Menschen seien Ausdruck ihrer Kultur – da dieser unterworfen –, ist ebenso richtig, wie zu sagen, die Kultur sei Ausdruck des Menschen – da ihr dieser zugrunde liegt. Aus diesem Zirkel führt kein Weg heraus.»

Insgesamt entwickelt der Autor einen problemorientierten Überblick, der vor allem auch theoretische «Knackpunkte» der Historischen Anthropologie in aller Kürze prägnant auf den Punkt bringt.

An dieser Kürze der Darstellung mag es liegen, dass man beim Lesen Textstücke als konkretes Anschauungsmaterial, Bei-

spiele für Darstellungsverfahren und für Modelle der Narration manchmal vermisst. Im Vergleich zu den bereits existierenden Einführungen in die Historische Anthropologie ist Tanners Band beispielsweise für StudienanfängerInnen weniger geeignet.

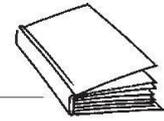
In Tiefe und Dichte der Darstellung unterscheiden sich die einzelnen Textpassagen deutlich. So kommt etwa der Beitrag geschlechtergeschichtlicher Reflexionen für die Historische Anthropologie eher etwas zu kurz. Während beispielsweise der Exkurs über Schrift als Medium der menschlichen Praxis oder das Stück zur Körpergeschichte auf mich skizzenhaft wirken, habe ich den lebendigen und plastischen Textentwurf über «Probleme und Perspektiven der Historischen Anthropologie» im vierten Kapitel mit grossem Gewinn gelesen. Alles in allem überzeugt das Buch gerade deswegen, weil es keinen Überblick über Themen der Historischen Anthropologie gibt, sondern Historische Anthropologie als produktives, heterogenes Feld und «Anziehungspunkt für neue Methoden» interpretiert und damit die methodische Dynamik hervorhebt. Damit gelingt eine lesenswerte Darstellung, die den Platz der Historischen Anthropologie in der disziplinären Matrix der Wissenschaften zu bestimmen sucht.

*Isabel Richter (Bochum)*

**ROBERT BARTH ET AL. (HG.)  
BERN – DIE GESCHICHTE DER STADT  
IM 19. UND 20. JAHRHUNDERT  
STADTENTWICKLUNG,  
GESELLSCHAFT, WIRTSCHAFT,  
POLITIK, KULTUR**

STÄMPFLI, BERN 2003, 417 S., 240 ABB., FR. 58.–

Über ein Drittel der arbeitenden Bevölkerung in der Stadt Bern, das ergab eine kantonale Volkszählung, war 1856 als



Dienstbotin oder Diensthote beschäftigt; sie bildeten damals die weitaus grösste Berufsgruppe. Diese einfache Zahl illustriert als Kehrseite die starke bürgerlich-patrizische Prägung der Stadtberner Sozialstruktur, welche die politischen Umwälzungen des 19. Jahrhunderts überdauerte. Scharfe Zensusbestimmungen beschränkten noch 1870 das Stimm- und Wahlrecht auf nur fünf Prozent der städtischen Bevölkerung. Auch die relativ späte Entwicklung der Industrie (sie setzte erst nach 1860 ein und war weitgehend von zugewanderten Unternehmern getragen) wird auf das rückwärtsgewandte Investitionsverhalten der vermögenden Patrizierfamilien zurückgeführt.

Diese Fakten sind in dem umfassenden Werk zur neueren Berner Stadtgeschichte zu finden, das Ende 2003 von fünf Autorinnen und Autoren aus dem Umkreis der Stadt- und Universitätsbibliothek und des Stadtarchivs verfasst wurde (neben Robert Barth zeichnen Anna Bähler, Susanna Bühler, Emil Erne und Christian Lüthi). Der schwergewichtige Band thematisiert in getrennten Kapiteln das räumliche Stadtwachstum, die Entwicklung von Wirtschaft, Politik, Kultur, den gesellschaftlichen Wandel und die Rolle der Stadt als Sitz nationaler und internationaler Behörden.

Dabei stösst man auf unerwartete oder fast vergessene Aspekte der Berner Geschichte: Etwa dass ein linker, mit der Arbeiterbewegung verbündeter Freisinn 1887 die politischen Strukturen der Stadt erneuerte und die Stadtentwicklung entschlossen an die Hand nahm, oder dass Bern schon von 1917 bis 1920 einmal von einer «roten» Mehrheit regiert wurde, die im Generalstreik das städtische Personal von der Streikteilnahme abzuhalten versuchte. Man kann erkennen, dass die heutige bunte Koalition in der Stadtregierung auf eine Tradition zurückgeht, die in der progressiven Berner Kulturszene der 1960er-Jahre

mit ihren Kellertheatern und Troubadouren und dem linksliberalen «Jungen Bern» ihre Wurzeln hat.

Es ist ein grosses Plus dieser Stadtgeschichte, dass sie konsequent auch das oft Vergessene ins Bild rückt: Bilder der Arbeit und der Armut finden sich sowohl im Text wie vor allem auch in eindrücklichen Fotografien von Knechten, Milchfrauen, Arbeitern und Arbeiterinnen. Das Geschlecht ist als historische Kategorie konsequent mitgedacht, mitgefragt und mitgeteilt. So erfährt man viel weniger Bekanntes aus der Geschichte der Berner Frauen – und dies in allen Kapiteln. Die bauliche und räumliche Entwicklung der Stadt (die in der 2000 erschienenen Basler Geschichte von Georg Kreis und Beat von Wartburg so auffallend fehlt) erhält in der Berner Stadtgeschichte genügend Raum.

Die besondere Rolle der Bürgergemeinde in der Berner Stadtentwicklung wird – wohl auch aus einer gewissen Opposition gegen diese geschichtsmächtige und traditionsverliebte Berner Institution – in der neuen Berner Geschichte wenig hervorgehoben. Erwähnt ist aber die Tatsache, dass um 1800 ein volles Drittel des Stadtgebiets der Bürgergemeinde gehörte: Aus dieser Position heraus hatte die Korporation der Privilegierten stets entscheidenden Einfluss auf die Stadtentwicklung. Für grosse planerische, bauliche und kulturelle Unternehmungen ist die Einwohnergemeinde bis heute stets wieder auf die Kooperation der Bürgergemeinde angewiesen.

Die AutorInnen haben sich für eine parallele Darstellung der einzelnen Themenbereiche in sieben parallelen Durchgängen über jeweils zwei Jahrhunderte entschieden. Dabei treten diese Bereiche inhaltlich etwas stark auseinander. Während die grossen Linien über zwei Jahrhunderte hinweg sichtbar werden, verliert die einzelne Periode sehr an Dichte: Man erfährt wenig darüber, was Bern in den

1880er-Jahren, den 1920er- oder den 1960er-Jahren insgesamt ausmachte und was die Menschen beschäftigte. Der liberale Umsturz von 1887, der gleichzeitige Streit um ein schweizerisches Nationalmuseum und die zeitlich anschliessenden grossen städtebaulichen Projekte (Kornhausbrücke, Elektrizitätswerk, Casino, städtische Wohnbauten), die in einem engen soziopolitischen Zusammenhang entstanden, werden durch das methodische Vorgehen in politische, städtebauliche und soziale Einzelphänomene aufgelöst. Die Zusammenhänge sind dadurch nur schwer fassbar, und der Blick auf die historische Periode wird recht unscharf.

Die Kapitel sind in ihrer Qualität und Dichte recht unterschiedlich. Sehr lesenswert ist Christian Lüthi's Darstellung der wirtschaftlichen Entwicklung, die mit ihrem reichen Material an Strukturdaten, mit Firmenporträts, sozialgeschichtlichen und wirtschaftsgeografischen Interpretationsansätzen ein mehrdimensionales Bild entwirft. Humorvoll und kenntnisreich stellt Emil Erne die politischen Entwicklungen dar. Dagegen ist die Darstellung des Kulturlebens von Robert Barth in lexikalische Einzeleinträge aufgelöst, die unter sich wenig Berührung haben. Im Beitrag zur räumlichen und baulichen Entwicklung verarbeitet Anna Bähler die zahlreichen stadtgeschichtlichen Arbeiten aus der Schule Bruno Fritzsches, erreicht aber bei weitem nicht die Dichte und Vielschichtigkeit der Darstellung, die der Berner Band des INSA (INSA Bd. 2, Andreas Hauser, Peter Röllin 1986) als Massstab setzte.

Trotz aller Kritik ist die neue Berner Geschichte ein ansprechendes und lesenswertes Werk. Die Buchgestaltung ist übersichtlich und lebt von den zahlreichen, oft grossformatigen Abbildungen in Schwarzweiss und Farbe, die durchwegs in hervorragender Qualität reproduziert und gedruckt sind. Der Anhang enthält neben

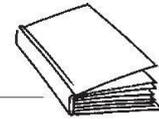
Register, Forschungsbericht und Literaturverzeichnis statistische Übersichten zur Bevölkerungsentwicklung, der Entwicklung der Berufsstruktur und der politischen Kräfteverhältnisse. Eine umfangreiche chronologische Synopsi erlaubt es den Lesenden, die im Text getrennten thematischen Entwicklungslinien in ihren Hauptdaten miteinander zu verknüpfen.

*Daniel Kurz (Zürich)*

**PIERRE-YVES DONZE  
FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
DANS LE DISTRICT DE PORRENTROY  
AUX 19<sup>E</sup> ET 20<sup>E</sup> SIECLES  
CENT ANS DU CENTRE PROFESSIONNEL  
DE PORRENTROY (1904–2004).  
NOTES DE FRANÇOIS FAIVRE SUR  
L'INTRODUCTION DE L'INDUSTRIE  
HORLOGERE DANS LE DISTRICT  
DE PORRENTROY (1869–1874)**

NEUCHÂTEL, EDITIONS ALPHIL, 2005, 207 P., FS. 29.–

L'ouvrage de Pierre-Yves Donzé constitue un enrichissement bienvenu de l'historiographie suisse traitant de l'évolution de la formation professionnelle. La première partie, consacrée au parcours séculaire du Centre Professionnel de Porrentruy, permet d'exemplifier cette problématique dans une région périphérique tardivement industrialisée. Bien que réalisée sur mandat de l'établissement jurassien, l'étude ne tombe à aucun moment dans la description hagiographique de l'institution et de ses dirigeants. Elle s'efforce au contraire d'analyser l'évolution de l'enseignement professionnel du chef-lieu ajoutant dans une perspective plus large, intégrant les dimensions sociale, culturelle et surtout économique. Le fil rouge thématique est indéniablement les interactions du système de formation avec l'évolution des structures économiques et des technologies de



production, qui sont médiatisées par le patronat et les institutions politiques. Si l'approche n'est en soi pas nouvelle, elle a le mérite de décortiquer le fonctionnement de ce champ relationnel à plusieurs époques charnières du développement horloger de la région et d'en montrer toute la complexité.

Bien que limitée à l'échelle locale, l'analyse permet d'appréhender les débats récurrents qui jalonnent l'histoire de la formation professionnelle, à commencer par celui des objectifs à poursuivre. Le patronat industriel ajoulot, qui adopte une perspective essentiellement économique, insiste sur la préparation de l'apprenti au travail dans ses ateliers. Les quelques pages consacrées à la discipline qui doit régner dans l'école sont, à ce propos, édifiantes: les futurs soldats de l'horlogerie doivent certes y apprendre à manier l'outillage, mais aussi à obéir à la hiérarchie. Certains milieux politiques, qu'ils soient proches de l'artisanat ou issu du christianisme social, privilégient une dimension plus sociale de l'apprentissage. Il doit permettre de revitaliser les métiers indépendants afin de renforcer les classes moyennes et lutter contre la prolétarianisation des classes défavorisées. Portée par certains enseignants, une troisième approche, plus pédagogique, privilégie la formation personnelle de l'apprenti qui doit être à même de s'adapter à l'évolution du marché du travail. A la question de l'objectif vient se superposer celle des moyens à utiliser pour atteindre ce dernier. Faut-il mettre l'accent sur une formation théorique ou donner la priorité à un savoir-faire pratique? Faut-il former l'apprenti à plein temps en atelier ou se contenter de compléter une formation dans les entreprises? Ces débats s'inscrivent dans une contradiction fondamentale qui sous-tend les rapports industrie/formation aujourd'hui encore. Alors que l'intérêt à court terme du patronat provoque une forte résistance aux coûts de formation,

l'intérêt général de l'industrie, qui est confrontée à la concurrence étrangère et à l'évolution technologique, nécessite une main-d'œuvre qualifiée.

Au terme de son analyse, l'auteur propose une conclusion en forme de découpage chronologique en trois périodes. La première, allant de la fondation aux années 1930, voit l'école professionnelle dominée par la perspective sociale des élites politiques catholiques, les milieux industriels pouvant alors s'appuyer sur une école d'horlogerie (1882–1935). La seconde, qui s'étend jusqu'en 1970, est marquée par la transformation de l'école dans le but de satisfaire aux besoins de l'industrie locale. La dernière, à partir de la crise horlogère des années 1970, se caractérise par l'inscription de l'école dans un système de formation plus large, orienté moins exclusivement vers les besoins de l'économie locale.

Cet exercice de périodisation aurait beaucoup gagné à être inscrit dans un cadre analytique plus large. Une comparaison avec les *trends* de la formation professionnelle nationale, ou même internationale, aurait en effet permis de mieux expliciter les spécificités du cas ajoulot. De ce point de vue, les quelques informations et références livrées dans l'introduction ne sont pas suffisantes. L'interprétation des débuts de la formation professionnelle en Suisse est par ailleurs problématique, car elle accorde une trop grande importance aux milieux artisanaux de l'USAM, tandis qu'elle sous-estime le rôle joué par la grande industrie. Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, de nombreuses écoles spéciales et des musées industriels ont en effet été mis sur pied à l'instigation des patronats du textile (tissage), de la broderie (dessin), de la machine (technicum) et de l'horlogerie. A partir des années 1880, le besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée a encore été stimulé par l'exacerbation de la concurrence internationale et la restructuration

industrielle liée à la seconde révolution industrielle. Alors que l'artisanat réclamait de longue date une formation professionnelle obligatoire, dans le but de réguler la concurrence au sein des métiers, ce sont les milieux de la grande industrie, emmenés par l'USCI, qui donnent une impulsion décisive au subventionnement de la formation professionnelle par la Confédération (1884), cela dans le respect de la liberté du commerce et de l'industrie. En choisissant une structure de présentation purement chronologique, l'auteur prive par ailleurs le lecteur de la discussion problématisée de thématiques développées de manière récurrente et fort intéressante dans le texte. Au terme de la lecture, il est ainsi difficile de jauger la part de l'évolution de l'école qui revient à l'initiative locale et aux spécificités économiques et politiques régionales et celle qu'il faut attribuer aux impulsions extérieures – législations et financements cantonaux et fédéraux.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, les notes de François Faivre, horloger et enseignant ayant participé, dès les années 1840, à l'implantation de l'horlogerie à Porrentruy, permettent au lecteur de remonter aux sources de la problématique des rapports entre formation professionnelle et industrialisation. Grand défenseur d'une production de qualité, Faivre souligne l'importance de la formation pour l'horlogerie régionale, dont il retrace les débuts. L'Ajoie n'ayant pas attiré de grandes entreprises extérieures, le développement endogène s'est largement appuyé sur la transmission du savoir-faire horloger par l'apprentissage. La richesse de la source, qui permet notamment de pénétrer la vision du monde d'un petit patron horloger de l'époque, est à relever. En dépit du travail de réagencement du document effectué par l'auteur, l'information demeure relativement éclatée et répétitive. Le plaisir de la lecture en est parfois atténué.

Selon deux modalités différentes, cet ouvrage de grand intérêt nous invite donc à nous interroger sur l'importance du système de formation dans le fonctionnement d'une économie performante. A l'heure où cette problématique est à nouveau l'objet de débats intenses, le lecteur y trouvera assurément quelques clefs de compréhension des évolutions contemporaines.

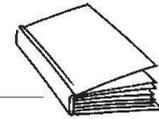
*Cédric Humair (Lausanne)*

**MATTHIAS WIPF**  
**BEDROHTE GRENZREGION**  
**DIE SCHWEIZERISCHE**  
**EVAKUATIONSPOLITIK 1938–1945**  
**AM BEISPIEL VON SCHAFFHAUSEN**

ZÜRICH, CHRONOS, 2005, 280 S., FR. 48.–

Der Rezensent war zehn Jahre alt, als er mit seinen Eltern an Pfingsten 1940 einen Besuch bei Verwandten im Schaffhauser Grenzort Osterfingen machte. Der Onkel, militärisch bereits ausgemustert, beklagte sich bitter darüber, dass angesichts des stündlich zu erwartenden deutschen Überfalls fast keine Vorkehrungen zur Verteidigung des Kantons getroffen worden seien. Nicht einmal eine Tanksperre habe man im Wangental, das von Deutschland in die Schweiz führt, errichtet. «Die z'Bärn obe händ üs ufgäh.»

Dass damals die Angst, bei einem Angriff schutzlos der deutschen Übermacht ausgesetzt zu sein, einer weit verbreiteten Stimmung im Kanton Schaffhausen entsprach, geht aus der Berner Dissertation *Bedrohte Grenzregion* des Schaffhauser Historikers Matthias Wipf hervor. Nicht nur die rechtsrheinischen Gebiete, sondern die ganze Nordostschweiz sowie Teile der Nordwestschweiz waren vom Verteidigungsdispositiv ausgenommen. Entsprechend gross war die Panik in der Zivilbevölkerung zu Beginn des deutschen Westfeldzugs. In der Nacht vom Dienstag



auf den Mittwoch nach Pfingsten 1940 entlud sie sich in einer freiwilligen Fluchtbewegung, die unorganisiert und chaotisch vonstatten ging.

Trotz dem im Untertitel des Buches verwendeten Begriff kann von einer Evakuationspolitik kaum die Rede sein. Die Behörden hatten, entgegen ihren Beteuerungen, praktisch nichts für eine Personenevakuierung vorgekehrt. Gemäss Weisung des Bundesrates war zwar die freiwillige Abwanderung erlaubt, solange die militärischen Operationen dadurch nicht behindert würden. Aber die Durchführung von Zwangsevakuierungen – zusätzlich zur militärischen Abwehr als zentralem Auftrag – überstieg die Kapazität der damals nur unzulänglich gerüsteten Schweizer Armee.

Laut Wipf sind 1940 «nicht nur «die Reichen» mit vollgestopften Autos in die Innerschweiz, das Berner Oberland oder die Romandie geflohen. Auch ärmere Schichten seien per Bahn zu Verwandten oder Bekannten gereist. Unterschiedliches Verhalten sei hingegen zwischen der mobileren Stadt- und der sesshafteren Landbevölkerung auszumachen. Mit dem gerne beschworenen Bild des «unbedingten Widerstandsgeistes» hatte die Absetzbewegung wenig gemein. Dies wurde schon zu jener Zeit erkannt. Die «fast panikartige Abwanderung», so das Urteil des Schaffhauser Stadtrates wenige Tage nach der überstürzten Flucht, habe «einen peinlichen, schwächlichen und schlechten Eindruck» gemacht. Allerdings wird nur zu oft übersehen, dass der Hauptharst der Bevölkerung – mehr als 95 Prozent – an exponierter Lage ausharrte. Dies gilt auch für die Grenzkantone Thurgau, St. Gallen und Baselstadt, wo ebenfalls nur eine Minderheit das Hasenpanier ergriff.

Bald stellte es sich heraus, dass Evakuierungen nicht in der Lage waren, der Bevölkerung den erhofften Schutz zu bieten. Den Gefahren des Kriegs war man

daheim in den Schutzräumen weniger ausgesetzt als draussen auf der Flucht. «Schafhausen wird nicht evakuiert» – diese Lehre zog Stadtpräsident Bringolf aus dem Durcheinander der Maitage. Er kam damit einem ähnlich lautenden Befehl des Generals für das gesamte Land zuvor. Mit der am 25. Juli auf dem Rütli proklamierten Reduit-Strategie waren Personenevakuierungen ohnehin obsolet geworden. Es gab seither in unserem kleinen Land kaum mehr besiedelte Zonen, die im Kriegsfall als ungefährdet bezeichnet werden konnten.

Im zweiten Teil seiner Studie beschreibt der Autor die Evakuierung von Gütern, welche wesentlich besser vorbereitet war und konsequenter durchgeführt wurde. Allem voran die Banken und Versicherungen dislozierten vereinzelt schon vor Kriegsausbruch Teile ihrer Wertbestände in die Zentralschweiz, wo geeignete Räumlichkeiten zur Verfügung standen. Gleichwohl waren sie um genügend Liquidität am Stammsitz besorgt. Lediglich im Mai 1940 gerieten sie in einen Engpass, als eine stattliche Zahl von «Geldsack-Patrioten [...] hoch bepackt mit Koffern [...] vorfuhren, ihren Pulver abholten» und sich ins Landesinnere absetzten. Parallel zur «Evakuierung der Banken» hatten einige grössere Geldinstitute im ersten Kriegsjahr Zweigniederlassungen in den USA errichtet.

Weniger gut organisiert war der Kulturgüterschutz. Zwar dienten verschiedene Stollen, Schlösser und Klosteranlagen in der Zentralschweiz – zum Beispiel die Abtei Engelberg – als Refugium für wertvolle Bestände von Museen, Bibliotheken und Archiven. Doch sind diese Schutzmassnahmen auf Eigeninitiative und nicht auf staatliche Anordnung hin erfolgt. Dabei sahen sich die Institute vor das Dilemma gestellt, dass sie ihre Kulturgüter einerseits sicher verwahren und andererseits im Sinn der «geistigen Landesverteidigung»

zugänglich erhalten wollten. Eher sorglos gab man sich im Berner Kunstmuseum, wo im Sommer 1942 anlässlich der Jubiläumsausstellung *50 Jahre Gottfried Keller-Stiftung* wertvolle Kunstschatze der Kriegsgefahr ausgesetzt wurden. Geradezu unverantwortlich handelte man im Schaffhauser Allerheiligen-Museum, das auf eine Kulturgüterevakuierung verzichtete und dies bei der Bombardierung im April 1944 mit dem Verlust von 71 Kunstwerken – darunter der einzigartigen Porträtsammlung Tobias Stimmer – bezahlen musste. Vollständig zerstört wurde auch das Naturhistorische Museum. «Die bittere Schaffhauser Lehre hatte einen vermehrten Kunstschutz in der ganzen Schweiz zur Folge.»

Das sorgfältig recherchierte, flüssig geschriebene und reich bebilderte Buch von Matthias Wipf ist nicht ganz frei von störenden Wiederholungen. Im Anhang hätte man sich neben dem chronologischen Überblick zur Evakuierung auch ein Namens- und eventuell ein Sachregister gewünscht. Die auf akribischem Quellenstudium basierende Darstellung bringt einen bislang vernachlässigten Aspekt der Schweiz im Zweiten Weltkrieg zur Sprache und füllt somit eine Forschungslücke aus.

*Walter Wolf (Schaffhausen)*

**HEINER SPIESS (HG.)  
DAS HALLENSTADION  
ARENA DER EMOTIONEN**

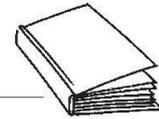
ZÜRICH, SCHEIDEGGER & SPIESS, 2005,  
MIT ZAHLREICHEN ABB., 282 S., FR. 78.–

Das grossformatige, sorgfältig gestaltete und reich illustrierte Buch berichtet nicht in erster Linie von der Geschichte des Bauwerks, sondern erzählt vor allem die Geschichte von dessen vielfältigem Innenleben. Zwar können sich die Architektur und die Statik des Hallenstadions durchaus

sehen lassen, aber in der Erinnerung der Millionen von Zuschauern blieben die Ereignisse im Innern haften: die Sportveranstaltungen und Popkonzerte, die Messen und Revuen, die Opern und Fernsehproduktionen. Während 65 Jahren, von 1939 bis 2004, bot die Arena der Emotionen in Zürich-Oerlikon mehreren Generationen Unterhaltung und Anlass zu Gemütsregungen aller Art. 2004 war es dann aber soweit: Das Hallenstadion genügte den Ansprüchen nicht mehr und musste um- und neu gebaut werden.

Die bauliche Zäsur legte eine Rückschau nahe. Die Autoren des vorliegenden Buchs beleuchten die Geschichte des Hallenstadions aus den unterschiedlichsten Blickwinkeln. Die Baugeschichte wird ebenso rekonstruiert wie jene der Sport- und Kulturereignisse. Ein weiterer Aufsatz widmet sich der Betreiberin der Halle und den kommerziellen Aspekten des Unternehmens. Die Autoren tragen viel Material zusammen. Mitunter nehmen sie sehr persönlich Stellung. Was ihre Texte verbindet, ist die Liebe zum Gegenstand und die Lust am Erzählen. Und so fügen sich die Mosaiksteinchen lesend zu einem schillernden Porträt.

Doch das Buch ist mehr als eine nostalgische Anekdotensammlung. Bei näherer Betrachtung erweist sich das Hallenstadion als aufschlussreicher Seismograf der Populärkultur in der Schweiz des 20. Jahrhunderts. Es zeigt exemplarisch, welche explosive Mischungen aus Kommerz, Kultur und Gesellschaftspolitik entstehen können, wenn sie sich an einem Ort verdichten. An der Folge der Veranstaltungen lassen sich aber nicht nur kulturgeschichtliche Entwicklungen ablesen. Die Halle wirkte oft auch als gesellschaftlicher Katalysator. Von ihr gingen wichtige Impulse aus, sei es im Bereich des Sports, sei es in jenem der Kultur. Ohne Zweifel handelt es sich beim Stadion um einen Gegenstand, der sich für Fallstudien und mikrogeschicht-



liche Analysen eignen würde. So ist es das Verdienst des Buchs, dem an kultur- und gesellschaftspolitischen Fragestellungen Interessierten viele Hinweise und Anregungen zu vermitteln.

Das Hallenstadion entstand als Sportbau und Mehrzweckhalle auf Initiative Privater, die dann auch dessen Betrieb übernahmen. Aber ohne öffentliche Mittel wäre die «Schildkröte», wie die grösste stützfreie Halle Europas anfänglich genannt wurde, nicht finanzierbar gewesen. Am Schluss hing das Zustandekommen des Baus an der Zürcher Kantonalbank, die sich lange nicht dazu durchringen mochte, das Risiko für die dringend benötigte Hypothek zu übernehmen. 244 Aktionäre, darunter viele Gewerbetreibende aus Oerlikon, bildeten schliesslich das Rückgrat der Hallenstadion AG. Es war fast eine Familie, die sich regelmässig im «Hotel Sternen» traf, wo der Hallenstadionwirt waltete. Ohne persönliche Opfer der grossen Aktionäre wäre die AG während des Zweiten Weltkriegs allerdings nicht über die Runden gekommen. Der Zeitpunkt der Eröffnung versprach wenig Erfreuliches: die Landesausstellung 1939 in Zürich hatte ihre Tore bereits geschlossen und in Europa herrschte Krieg. Es brauchte zwei Sanierungen, bis das Unternehmen ab 1955 regelmässig Gewinn abwarf. Doch dann ging es stetig bergauf. Erst gegen Ende der 1990er-Jahre erfolgte ein erneuter Einbruch, der eine weitere Sanierung nach sich zog.

Anfänglich dominierten die Radrennen das Sportgeschehen im Hallenstadion. Die «Gümeler» waren es auch gewesen, die auf eine überdeckte Radrennbahn drängten, weil das schlechte Wetter manchen Anlass beeinträchtigt oder verhindert hatte. Den Höhepunkt der Radsaison bildeten ab 1954 die äusserst populären Sechstagerennen, an denen die nationalen Stars vom Range eines Ferdi Kübler oder Hugo Kobelt ihre Runden auf der Holzbahn

drehten. Viel zum Erfolg der *Sixdays* trug die Tatsache bei, dass das Hallenstadion an diesen Tagen als einziges Lokal in Zürich nach Mitternacht noch Bier ausschenken durfte. Während der «Wädli-tempel» zunehmend an Attraktivität verlor, ging das Eishockey den umgekehrten Weg. Nach einem frühen Triumph 1961, als der ZSC Schweizermeister wurde, folgten für den Club Jahrzehnte des Darbens und der Bedeutungslosigkeit. Erst in den frühen 1990er-Jahre feierte der ZSC seine Wiederauferstehung mit zwei aufeinanderfolgenden Titeln.

Der Schweizer Champion Fritz Chervet und insbesondere Muhammed Ali stiessen in der Boxarena Hallenstadion zu Beginn der 1970er-Jahre auf viel Zuspruch, dennoch bescherte Alis Kampf den Veranstaltern ein Defizit von fast einer Million Franken. Ebenfalls viel Publikum mobilisierten in den 1960er-Jahren die Ringer und in den 1990er-Jahren die Springreiter.

Ohne die Popkonzerte, die kommerziell lukrativ waren, wenn auch nicht ohne Risiken, hätte das Hallenstadion schon viel früher Finanzprobleme bekommen. Bis es allerdings so weit war, dominierten die beliebten Revueshows, sei es auf Rollschuhen (*Roller-Follies*), im Wasser (*Aqua Parade*) oder auf Eis (*Holiday on Ice*). 1959 war es dann Louis Armstrong, der die Ära der grossen Konzerte einläutete – und schon damals krachten die Holzstühle bei Prügeleien der Zuschauer mit der Polizei. Bis die Betreiber des Hallenstadions nach diesem Eklat wieder den Mut für ein nächstes Konzert fanden, dauerte es ganze sechs Jahre. Adriano Celentano entzückte die italienische Gemeinde, doch über seinen Auftritt berichteten die Schweizer Zeitungen nichts. Mit den «Rolling Stones» fand 1967 schliesslich das legendärste Popkonzert im Zürcher Hallenstadion statt. Rund 12'000 Zuschauer gerieten dermassen in Entzückung, dass es beim Sturm auf

die Bühne zu schweren Ausschreitungen kam. Die Bilder von kaputten Holzstühlen, auch sie sind im Buch zu sehen, machten die Runde. Die Konzerte von Jimi Hendrix (1968) und Bob Marley (1980) waren beide eng mit dem Ausbruch der jeweiligen Jugendprotestbewegungen in Zürich verknüpft. Eine solche gesellschaftspolitische Sprengkraft erreichten die Veranstaltungen der 1980er und 1990er-Jahre nie mehr, dafür sorgten sie für volle Kassen.

*Roger Sidler (Bern)*

**HANSPETER STAMM,  
MARKUS LAMPRECHT, ROLF NEF  
SOZIALE UNGLEICHHEIT  
IN DER SCHWEIZ  
STRUKTUREN  
UND WAHRNEHMUNGEN**

ZÜRICH, SEISMO, 2003, 248 S., FR. 38.–

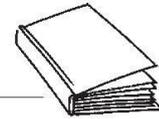
**OLIVIER ZUNZ, LEONARD SCHOPPA,  
NOBUHIRO HIWATARI (HG.)  
SOCIAL CONTRACTS UNDER STRESS  
THE MIDDLE CLASSES OF AMERICA,  
EUROPE, AND JAPAN AT THE TURN  
OF THE CENTURY**

NEW YORK, RUSSELL SAGE FOUNDATION, 2002,  
431 P., \$ 47.50

Die beiden Bände kreisen gemeinsam um die Dynamik der sozialen Ungleichheit in der Gegenwartsgesellschaft, unterscheiden sich aber deutlich in Reichweite und Perspektiven. *Social Contracts under Stress* geht auf die ambitionöse Kooperation einer internationalen Arbeitsgruppe zurück (der Band enthält Beiträge von 18 AutorInnen), die sich seit 1997 mehrfach trafen, so dass es sich keineswegs um einen der üblichen Tagungsbände handelt, sondern um ein konzeptionell eingehend diskutiertes Buch. Register und ausgewählte Gesamtbibliographie runden die sorgfältig produzierte Publikation ab, deren Beiträge

im Wesentlichen um Entwicklungen in den USA, Grossbritannien, Frankreich, Italien, Deutschland und Japan kreisen. Am Schluss steht ein statistischer Anhang von Derek Hoff mit Daten zur Einkommensverteilung aus sieben Ländern. Die weit weniger aufwendige schweizerische Untersuchung hingegen stellt im Wesentlichen die Auswertung einer Umfrage des Jahres 1999 dar, die im Rahmen des Schwerpunktprogramms «Zukunft Schweiz» des Schweizerischen Nationalfonds durchgeführt wurde.

Der Band von Stamm, Lamprecht und Nef ist flüssig geschrieben und hält sich relativ frei von Fachjargon. Via Internet sind der Fragebogen, umfragetechnische Angaben und weitere Tabellen greifbar. Der Fragebogen lehnt sich an das *International Social Survey Programme* an, erstrebt also internationale Vergleichbarkeit der Resultate, ohne dass solche Vergleiche vorgenommen würden. Einzig die acht Jahre zuvor durchgeführte Erhebung von René Levy (*Tous égaux?*, 1997) dient als Bezug, der die zeitliche Dimension mit ins Spiel bringt. Ausgangspunkt ist die von tagespolitischen Debatten über missbräuchliche Spitzenlöhne und überhöhte Abfindungen an Manager ausgelöste Hypothese, dass gegenwärtig eine wesentliche Zunahme der materiellen Ungleichheit stattfindet. Der Vergleich mit den Daten von 1991 zeigt indes das Gegenteil, nämlich einen leichten Rückgang. Dem zweifelnden Kommentar der Verfasser merkt man an, dass dies ihren Erwartungen hochgradig zuwiderläuft. «Insgesamt scheint sich die Einkommensungleichheit im Laufe der 1990er Jahre trotz wirtschaftlicher Rezessionstendenzen eher etwas abgebaut zu haben, während sie in den 1980er Jahren noch zugenommen hatte.» (51) Dies rührt an eine wesentliche Schwäche der Untersuchung: den Mangel an geschichtlicher und ökonomischer Tiefenschärfe. Tatsächlich ist es vollständig normal, dass die



Ungleichheit in Krisenphasen abnimmt, während sie in Zeiten der Hochkonjunktur anwächst. Eingehende, einen längerfristigen Zeitraum analysierende Untersuchungen liegen für die Schweiz zwar nicht vor, aus zahlreichen Teilresultaten ergibt sich dennoch ein eindeutiges Bild, ganz zu schweigen von der seit Jahrzehnten existierenden internationalen Literatur zum Thema. Die Stärken des Buchs liegen denn auch auf einer anderen Ebene, nämlich in der Verwendung eines differenzierten Fragerasters, um soziale Ungleichheit und deren Wahrnehmung zu erfassen. Das angewandte Modell «sozialer Lagen» kombiniert Elemente von Klassen- und Schichtungsmodellen mit funktionalistischen Ansätzen und gelangt zu einer differenzierten und anregenden Momentaufnahme. Ein vorweg genommenes Resümee spricht von einem «irritierenden Bild». Die Ungleichheit ist markant und wird von einer Mehrheit kritisch registriert – und zwar keineswegs nur von Unterprivilegierten. Politisch mobilisieren lässt sie sich hingegen kaum. Dies hängt mit einer eigenartigen Zweiteilung der Wahrnehmung zusammen: «Gesellschaftliche Ungleichheiten und Strukturen werden von den Befragten zwar durchaus realistisch und kritisch wahrgenommen, sich selbst und seine eigene Situation nimmt man aber häufig von dieser allgemeinen Kritik aus. Das heisst, die eigene Situation und die eigenen Perspektiven werden in der Regel besser eingeschätzt als diejenigen der anderen Gesellschaftsmitglieder. Fast unabhängig von der eigenen Position sieht man sich selbst meistens als Mitglied einer «erweiterten Mittelschicht.»» (12)

Genau an diesem Punkt setzen die Analysen von *Social Contracts under Stress* ein. Der erste Teil (*National Paths to Middle-Class Formation*) erzählt gewissermassen die Erfolgsstory nach 1945: den Aufstieg nationaler Mittelklassen in Europa, Japan und den USA im Zeichen

eines damals begründeten neuen *social contract*, der die Begrenzung sozialer Ungleichheit zum Ziel hatte. Der zweite Teil (*Constituencies in Conflict*) berichtet von den Unzulänglichkeiten des Modells, namentlich den Rassenschranken in den USA und ganz generell der Zurücksetzung der Frauen. Besonders interessant hier der Beitrag von Chiara Saraceno, einer Turiner Soziologin, über Familienmodelle der Nachkriegszeit, die im Mittelpunkt aller theoretischen Debatten und praktischen sozialpolitischen Massnahmen jener Zeit standen. Wie der vielerorts diskutierte sogenannte Familienlohn beziehungsweise männliche Ernährerlohn konzipiert wurde, unterschied sich von Land zu Land und erweist sich als aufschlussreicher Zugang zur systematischen und vergleichenden Untersuchung von Sozialpolitik. Der dritte Teil des Buchs (*Vanishing Borders and the Social Contract*) schliesslich thematisiert die neuen Belastungen des *social contract* mit der Verlangsamung wirtschaftlichen Wachstums seit der Mitte der 1970er-Jahre und der Globalisierungswelle der 1990er-Jahre. Dieser besonders spannende Teil des Buchs führt direkt in die gesellschaftspolitischen Konflikte der Gegenwart. Zentral sind hier die beiden Abhandlungen der Herausgeber Nobuhiro Hiwatari und Leonard Schoppa, welche die ökonomischen Zwänge der letzten Jahrzehnte und den daraus resultierenden Druck auf die «Mittelklassen» thematisieren. Der Japaner, Professor für vergleichende Politik in Tokyo, diskutiert die Konsequenzen der weltweit zunehmenden Kapitalbewegungen in einer Periode tiefer Inflationsraten und zeigt anschaulich, welche Zwänge daraus für das politische Kräftespiel auf nationaler Ebene hervorgingen. Schoppa zeigt, dass das europäische Modell (Grossbritannien ausgenommen, dass sich unter Thatcher den USA annäherte) den Ungleichheit erzeugenden Mechanismen bisher insgesamt besser standhielt als das

japanische oder US-amerikanische. "I propose that more centralized processes of redistributing income and providing social protection are more resilient in the face of globalization than those that rely on a decentralized collection of subnational governments, firms, and labor unions." (337)

Die letztere Diagnose könnte zu einer skeptischen Beurteilung der Erfolgchancen des helvetischen Modells Anlass geben – oder umgekehrt Vorbehalte gegenüber Leonard Schoppas verallgemeinernder

Beurteilung nähren. Das schweizerische Exempel hier mit einzubeziehen und in einen internationalen Kontext einzufügen: dafür bietet das Buch eine Fülle von Anregungen. Die Resultate von Stamm, Lamprecht und Nef würden an Tiefenschärfe gewinnen, gelänge es, sie in eine stärker international vergleichende, fundierter historisch argumentierende Analyse einzubringen.

*Mario König (Basel)*